

A L G É R I E - E S P A G N E



Le Président Bouteflika reçoit le Président du gouvernement espagnol

M.Mariano Rajoy Brey se recueille à la mémoire des martyrs de la Guerre de libération

Ouyahia souligne "la qualité remarquable" et "le progrès" des relations algéro-espagnoles

P. 24

A L G É R I E - E S P A G N E

Le Président du Gouvernement espagnol entame une visite en Algérie

Le Président du Gouvernement d'Espagne, Mariano Rajoy Brey, a entamé hier une visite en Algérie, à l'invitation, du Premier ministre, M. Ahmed Ouyahia, pour prendre part à la 7^e session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut niveau.

M. Mariano Rajoy a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par M. Ouyahia et des membres du gouvernement.

Un forum d'affaires algéro-espagnol se tiendra également, à Alger, en marge de cette réunion intergouvernementale de Haut niveau.

P. 24



ARMÉE
Le service national a démontré ses "aspects positifs" dans le renforcement des capacités de défense et la consolidation de la cohésion nationale selon la revue El-Djeich

P. 3

PARLEMENT
Conseil de la nation : reprise des travaux dimanche pour l'examen du texte de loi portant règlement budgétaire 2015

P. 3

LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, MOHAMED AISSA L'A AFFIRMÉ D'ALGER
« La lutte de l'Etat contre les partisans de la division sectaire ne signifie en aucun cas combattre les opinions opposées »

P. 4

LE MINISTRE DES RES-SOURCES EN EAU, HOCINE NECIB, L'A CONFIRMÉ :
« Fournir de l'eau potable à la population de plusieurs régions de Tiaret avant la saison estivale »

P. 4

SANTÉ

HYPERTENSION bientôt un vaccin ?

P.p 12-13

ECONOMIE
PRODUITS FINANCIERS ALTERNATIFS:
Loukal : bientôt un nouveau règlement de la Banque d'Algérie

P. 6

F   TBALL

CAN-2018 DAMES (QUALIFICATIONS - 1^{ER} TOUR ALLER)
SÉNÉGAL-ALGÉRIE :
Bien négocier la manche de Pikine

P. 21

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Un «dangereux» terroriste abattu à Skikda

P. 9

PARLEMENT

APN: reprise des travaux le 9 avril en séance plénière consacrée au vote de trois projets de loi

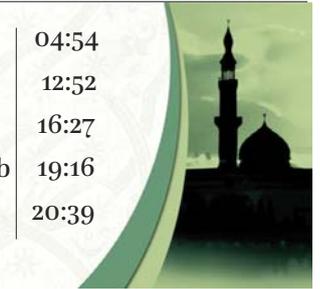
L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra lundi 9 avril ses travaux en plénière consacrée au vote de trois projets de loi relatifs aux secteurs du commerce et de la formation professionnelle, a indiqué dimanche un communiqué de l'APN. Il s'agit du projet de loi modifiant et complétant la loi

09-03 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, du projet de loi modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales et du projet de loi fixant les règles applicables en matière d'apprentissage, précise le communiqué.

**Horaire des prières**

Mercredi 17 Rajab 1439

| | |
|---------|-------|
| Fajr | 04:54 |
| Dohr | 12:52 |
| Asr | 16:27 |
| Maghreb | 19:16 |
| Isha | 20:39 |


**CE MATIN À PARTIR DE 9H À L'HÔTEL AURASSI
AG annuelle de la chambre algérienne de commerce et d'industrie**

Le ministre du Commerce procédera à l'ouverture des travaux de l'AG annuelle de la chambre algérienne de commerce et d'industrie qui se tiendra ce matin à l'hôtel aurassi à 9h00


**JUSQU'À AUJOURD'HUI À TÉBESSA
Conférence sur le parcours du cheikh Saâdi Taher Harat**

La bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Tébessa, organise les 3 et 4 avril, une conférence nationale autour du cheikh Saadi Taher Harat.

**LE 16 AVRIL À LA SALLE IBN ZEYDOUN
Présentation de l'Odysée de Fulay**

En partenariat avec l'ambassade de France en Algérie et l'Institut français d'Alger, la salle bn Zeydoun (Office Riadh El Feth) accueille lundi 16 avril à 19h30 l'auteur-compositeur Cheikh Sidi Bémol. Ce dernier, de son vrai nom Hocine Boukella, accompagné des frères Fleau, présentera l'Odysée de Fulay. Le récit mythologique d'un personnage berbère inventé "Fulay". Le spectacle prendra la forme



d'une mise en scène d'un seul conte en Douze mélodies pour dire qu'il est temps de passer outre nos différences. En effet, l'Odysée de Fulay se veut un hymne et un appui de tous ceux qui mènent l'éternel combat contre l'intolérance.

**DU 12 AU 18 AVRIL À TLEMCCEN
6^e édition du Festival national des arts plastiques**

La 6^{ème} édition du festival national des arts plastiques se déroulera du 12 au 18 avril courant au département des arts de la faculté des lettres et des langues de l'université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen, a-t-on appris mardi du Commissaire du festival. Organisée sous le parrainage du Haut commissariat à l'amazighité, par l'association Solidarité étudiante nationale autour du thème



"L'Amazighité, identité et culture", cette manifestation regroupera 110 étudiants et étudiantes issus de 33 wilayas du pays, a affirmé le Dr Mimoune Oumiloud.

**DU 12 AU 14 AVRIL AU CCO
Forum national de l'entrepreneuriat vert**

La 1^{ère} édition du Forum national dédié à l'entrepreneuriat vert se tiendra du 12 au 14 avril prochain au Centre des conventions d'Oran "Mohamed Benahmed" (CCO). «Initialement prévue pour le 18 mars, cette manifestation a été reprogrammée à la nouvelle date indiquée en raison du changement de l'établissement d'accueil de l'événement», a précisé le président de l'Association locale pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation (ASPEIN), Hassan Rachedi.

**Météo**

| | Max | Min |
|-------------|-----|-----|
| Alger | 22° | 12° |
| Oran | 22° | 11° |
| Annaba | 26° | 14° |
| Béjaïa | 20° | 12° |
| Tamanrasset | 36° | 21° |

**LE 5 AVRIL À ORAN
Mok Saïb et Yasmine Ammari en concert**

Le duo d'artistes Mok Saïb et Yasmine Ammari, animeront un concert exceptionnel, jeudi 5 avril à partir de 17h à la salle Maghreb d'Oran.


**LE 7 AVRIL À SÉTIF
1^{re} Journée maghrébine sur «L'hypospadias»**

La société algérienne de chirurgie pédiatrique (SACP), organise samedi 7 avril au niveau du service de chirurgie pédiatrique du complexe mère et enfant El Bez de Sétif, la 1^{ère} Journée maghrébine sur "L'hypospadias".


**CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE (INTER-ÉCOLES) DE FUTSAL:
Coup d'envoi de la compétition à Blida**


Le coup d'envoi du Championnat national militaire (inter-écoles) de futsal a été donné, lundi, au niveau de l'École des techniques de l'intendance chahid "Djilali Bounaïma", relevant de la première région militaire de Blida. Quelque 19 équipes (dont trois féminines) représentant 19 écoles militaires de différentes régions militaires du pays prennent part à cette compétition, dont l'encadrement est assuré par des arbitres militaires, en présence du président de la Ligue nationale de football.

**AUJOURD'HUI ET DEMAIN À ARZEW
Prochain colloque national sur la fraude en milieu scolaire**


Le 2^{ème} colloque scientifique national sur la fraude en milieu scolaire se tiendra, les 4 et 5 avril à Arzew, à l'Est d'Oran, a-t-on appris, samedi des organisateurs.

Cette rencontre, organisée par la Direction de wilaya de l'éducation et l'association des parents d'élèves du lycée Emir Khaled d'Arzew et en collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur d'Oran, permettra de diagnostiquer les causes de ce phénomène qui commence à prendre de l'ampleur et les moyens permettant de l'endiguer.

**AUJOURD'HUI ET DEMAIN À L'ESAA
Séminaire-atelier sur : «La gestion des chantiers»**

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), organise les 04 et 05 avril, à l'École supérieure algérienne des affaires (ESAA) de Mohammedia, un séminaire-atelier sur « La gestion d'un chantier : structuration et indicateurs de mesure et de contrôle des actions techniques et financières ».



Un chantier est constitué d'un ensemble complexe d'activités interdépendantes faisant intervenir plusieurs acteurs. Sa gestion interpelle l'entreprise à comprendre le marché et planifier la rentabilité escomptée en utilisant les meilleurs indicateurs, outils et méthodes de travail. C'est le gage le plus sûr pour orienter son entreprise vers la réussite et gagner une notoriété dans la conduite d'un chantier selon le rapport d'équilibre « Budget, Echéance et Qualité ».

ARMÉE

Le service national a démontré ses "aspects positifs" dans le renforcement des capacités de défense et la consolidation de la cohésion nationale selon la revue "El-Djeich"

L'expérience du service national a démontré ses "aspects positifs" dans le domaine du renforcement des capacités de défense du pays, de la consolidation de la cohésion nationale et du lien intergénérationnel, affirme la revue *El-Djeich* dans son numéro d'avril qui coïncide avec le 50e anniversaire du service national.

"L'expérience du service national a démontré ses aspects positifs dans le domaine du renforcement des capacités de défense du pays, de la consolidation de la cohésion nationale et du lien intergénérationnel, cohésion qui a été clairement démontrée toutes les fois que l'Algérie avait fait appel à ses enfants", souligne la revue dans son éditorial.

La publication éditée par le Centre national des publications militaires, ajoute que "ce creuset de nationalisme et de dévouement qu'est le service national a prouvé, à travers les générations successives d'appelés, sa capacité à apporter sa pierre à l'édification du pays, à le défendre en tout lieu et en toute circonstance et à perpétuer le message de nos glorieux Chouhadia qui ont consenti le sacrifice suprême pour la liberté et la dignité".

"Ainsi, depuis son institutionnalisation à nos jours, le service national est devenu une école de formation des hommes qui ont contribué au grand chantier de la reconstruction et de l'édification de l'Algérie post-indépendance ainsi qu'à la préservation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale", rappelle *El-Djeich*, affirmant que ce service "a été et demeurera le cadre de mobilisation de la jeunesse algérienne autour des grands objectifs



de la nation, comme en témoigne la participation efficace de générations successives au processus d'édification nationale dans tous les secteurs d'activité".

Pour la revue, le service national "dont les principes s'inspirent de la glorieuse Révolution libératrice, demeurera le creuset où se forment la cohésion et l'esprit patriotique, comme l'a souligné le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, en déclarant: Je rends hommage au patriotisme des éléments du service national et à leur sens du devoir.

Ils sèment, au sein de la société, les valeurs qu'ils

ont acquises durant l'accomplissement de leur devoir national".

El-Djeich rappelle dans ce contexte les réalisations accomplies par les appelés du service national, à l'exemple du barrage vert, de la route de l'unité africaine, de la construction de barrages et de voies ferrées et autres travaux.

La publication relève dans le même sillage que le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) "accorde au service national, un patrimoine révolutionnaire, un intérêt capital afin de perpétuer les valeurs de la Révolution libératrice au sein de notre armée et de

les enraciner dans l'esprit et le cœur de tous pour qu'elles soient le fondement sur lequel reposera le projet de développement renouvelé, continu et graduel engagé par notre armée". En conclusion, la revue affirme que la victoire du peuple algérien dans son combat contre l'occupant colonialiste "a été le fruit de son unité, de sa détermination, de sa ténacité et de sa capacité à se mobiliser pour surmonter tous les obstacles et consentir le plus lourd des tributs pour la liberté", rappelant qu'après le recouvrement de la souveraineté nationale, il (le peuple algérien) a apporté "un soutien indéfectible à son armée dans les moments difficiles et les épreuves, mais aussi pour relever les défis et faire face à tous les dangers menaçant la sécurité, la stabilité et la souveraineté de notre pays". "La fidélité, le dévouement et l'abnégation des éléments du service national dans l'accomplissement de leur devoir national est le reflet de la cohésion qui caractérise les membres d'une patrie unie, comme il constitue le trait d'union entre le peuple et son armée ainsi que le symbole du défi, de la détermination et de la volonté d'asseoir les fondements de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie, terre des Chouhadia et des héros", note la publication.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Un «dangereux» terroriste abattu à Skikda (MDN)

Un "dangereux" terroriste a été abattu lundi dans la wilaya de Skikda par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a également récupéré un pistolet mitrailleur, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage menée dans la zone de Boudoukha, commune d'Aïn Kechra, wilaya de Skikda (5e Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, hier 2 avril 2018, un (1) dangereux terroriste et a récupéré un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov", précise la même source.

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP "ont découvert et détruit, lors de deux opérations menées à Boumerdes (1e RM) et Batna (5e RM), quatre (04) casemates pour terroristes contenant deux (2) bombes de confection artisanale ainsi que des vivres et des effets vestimentaires".

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP "ont intercepté, à Tamanrasset et In Guezzam (6e RM), (12) contrebandiers et saisi un camion, (2) véhicules tout-terrain, (2,25) tonnes de matériaux de construction, (11) détecteurs de métaux, (2) groupes électrogènes, des grandes quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et un téléphone satellitaire".

D'autre part, un détachement combiné de l'ANP "a appréhendé deux (2) narcotrafiquants en possession de (3,2) kilogrammes de kif traité à Bechar (3e RM), tandis que (2,556) unités de différentes boissons ont été saisies à Biskra (4e RM)", rapporte également le communiqué.

4 terroristes abattus par l'ANP en mars (bilan)

Quatre (4) terroristes ont été abattus et sept (7) autres se sont rendus aux autorités militaires, alors que sept (7) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, au cours du mois de mars, selon un bilan des opérations de l'Armée nationale populaire (ANP).

Les opérations de l'ANP se sont soldées également par la destruction de 41 casemates et la récupération de 16 kalachnikovs, 4 fusils mitrailleurs FM, un (1) fusil mitrailleur FM-DP, un (1) pistolet mitrailleur de type G-3, trois fusils mitrailleurs PKT, trois fusils semi-automatiques de type Simonov, 4 fusils à répétition, 21 armes à feu et un pistolet automatique.

Les éléments de l'ANP ont également récupéré, durant la même période, une (1) roquette pour RPG-7, 60 roquettes, et détruit 57 grenades et 28 mines ainsi que 3 kg d'explosifs.

Dans le cadre de la sécurisation des frontières et la lutte contre la contrebande, les éléments de l'ANP ont arrêté 44 trafiquants de drogue et saisis de 21 quintaux et 78 kilogrammes de kif traité et 1.232 unités de psychotropes.

En matière de lutte contrebande, le bilan fait état de saisie de 57.893 litres de carburant 188,7 tonnes de denrées alimentaires, 59 groupes électrogènes, 65 marteaux piqueurs, 72 détecteurs de métaux et 226,2 quintaux, 2.518 unités et 3.149 paquets de tabac ainsi que l'arrestation de 88 contrebandiers.

Il a été procédé notamment, durant cette période, à la saisie de 850 véhicules de différents types, 413.479 unités de boissons, 15 moteurs de différents véhicules, 1.720 unités de vêtements, 253 kilogrammes de cuivre et 50 sachets de charbon.

PARLEMENT

Conseil de la nation: reprise des travaux dimanche pour l'examen du texte de loi portant règlement budgétaire 2015

Le Conseil de la nation reprendra, à partir de dimanche prochain, ses sessions plénières, consacrées à l'examen du texte portant règlement budgétaire 2015, a indiqué hier un communiqué de cette institution.

Le bureau du Conseil de la nation a décidé mardi, lors d'une réunion, présidée par Abdelkader Bensalah, président du Conseil, "la reprise de ses sessions plénières, à partir de dimanche 8 avril, qui seront consacrées à la présentation et à l'examen du texte de loi portant règlement budgétaire 2015, à la réponse du ministre des Finances aux interventions des sénateurs, ainsi qu'au vote du texte de loi".

Le Conseil poursuivra ses travaux "lundi 9 avril par la présentation et l'examen du texte de loi relatif au com-



merce électronique", outre la tenue "d'une plénière consacrée aux questions orales, prévue jeudi 12 avril".

Le bureau a examiné, à cet effet,

plusieurs questions orales, qui ont été soumises au Gouvernement, car remplissant "les conditions légales requises".

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES, YUCEF YOUSFI, L'A INDIQUÉ LUNDI : Bordj Bou-Arréridj, un pôle en mesure de donner une nouvelle dynamique à l'industrie algérienne

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssfi, a estimé lundi à Bordj Bou Arreridj que cette wilaya constitue un important pôle industriel capable de donner une nouvelle dynamique à l'industrie algérienne. "Aujourd'hui, j'ai confirmé à travers ma visite à plusieurs structures industrielles locales que la wilaya de Bordj Bou Arreridj n'est pas seulement leader dans l'industrie électronique, mais aussi dans d'autres industries dont la sidérurgie, l'agroalimentaire et la production des matériaux de construction", a notamment affirmé le ministre. "Toutes ces structures sont capables de donner une nouvelle dynamique à l'industrie algérienne et d'étoffer la production nationale", a estimé le ministre qui a exprimé son optimisme quant à l'avenir de l'industrie à Bordj Bou Arreridj au regard de "ses potentialités humaines et matérielles".

Il a appelé à la diversification des investissements afin de soutenir l'économie nationale et générer des emplois. Concernant l'industrie automobile, M. Youssfi a affirmé que son département "étudie ce dossier pas à pas", affirmant que l'Etat algérien "encourage l'industrie automobile et non pas le montage, en veillant à développer le taux d'intégration et la transparence des prix afin de protéger le consommateur ainsi qu'à assister le producteur." Le ministre a inspecté durant sa visite de travail dans la wilaya plusieurs infrastructures, dont le complexe métallique Bordj Steel, l'entreprise nationale de tubes Anabib, une entreprise de produits d'emballage, ainsi que des entreprises d'électronique, d'agroalimentaire et de textile et une briqueterie.

APS

LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS, MOHAMED AISSA L'A AFFIRMÉ D'ALGER «La lutte de l'Etat contre les partisans de la division sectaire ne signifie en aucun cas combattre les opinions opposées»

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aissa a affirmé, lundi, que la lutte de l'Etat contre les partisans de la division sectaire "n'est d'aucun cas liée à une quelconque idée de combattre les opinions opposées", comme avancée par certaines parties, annonçant la préparation par son secteur de dispositions de loi criminalisant l'intolérance, lors de la prochaine révision du code pénal.

S'exprimant lors de son passage à la Radio nationale, M. Aissa a assuré que la décision de combattre tous ceux qui s'avisent de faire douter les Algériens de leur appartenance et de leur référent religieux national "ne concerne pas uniquement le ministère mais l'Etat algérien en général", rappelant, à ce propos, que le président de la République avait été "très clair, en mettant en garde contre les risques de la division du pays en mini-états sectaires".

L'Algérie est aujourd'hui le "dernier rempart dans le monde arabe à lutter contre la propagation de ces plans de division", a affirmé le ministre, grâce aux efforts consentis, entre autres par les zaouïas, les mosquées et l'élite intellectuelle, afin d'"assurer la sécurité intellectuelle et éradiquer la pensée terroriste", des efforts qui viennent "compléter ceux déployés par l'Armée nationale populaire (ANP) aux frontières, et les corps de la sécurité nationale".

Après avoir affirmé que les Algériens "n'ont nullement besoin d'importer des idées diffusées par un courant étranger pour apprendre à être des sunnites", le ministre a assuré qu'un combat sera engagé contre les tentatives d'infiltration de

groupes porteurs d'idées sectaires, avant d'appeler les Algériens, partisans de cette pensée, à "renouer avec leur algérianité".

"L'Algérie a une appartenance religieuse remontant à des siècles et un référent exempt d'idées takfiristes qui sont loin d'être de simples principes institués par le pouvoir, mais un legs laissé par nos aïeux", a ajouté M. Aissa.

Face au mouvement sectaire de certains prédicateurs "qui prétendent avoir des millions de disciples qui les suivent sur les réseaux sociaux", M. Aissa a appelé les imams à s'imposer davantage sur ces sites virtuels, en créant des pages réservées à leurs établissements religieux, à travers lesquelles ils diffuseront leurs prêches et répondront aux préoccupations des citoyens.

Le ministre a mis en garde contre ceux qui font la propagande de la pensée chiite et salafiste activant dans deux systèmes structurés, estimant que "cette question va au-delà des idées religieuses, car il s'agit là d'une réelle volonté de diviser".

A cette occasion, le ministre des Affaires religieuses a présenté quelques mesures pratiques prises par son départe-



ment à cet effet, à l'instar de la création de la commission nationale sectorielle chargée de l'examen du contenu des ouvrages religieux importés et les normes à respecter, outre la création d'une autre commission de contrôle des exemplaires du saint Coran importés, "en attendant que l'Algérie se dote de sa propre imprimerie du Saint Coran".

Evoquant la question de la prière Tarawih, le ministre a souligné que les imams devant officier cette prière "sont tenus de se conformer au référent re-

ligieux national", les appelant à renouveler chaque année les autorisations octroyées à cet effet. L'Algérie restera à l'affût de ceux qui visent à porter préjudice à sa stabilité et à remettre en question son référent religieux, a affirmé le ministre, soulignant à ce propos qu'il avait reçu une correspondance en vue de recevoir 21 officiers supérieurs de l'Armée américaine, intéressés par l'expérience de l'Algérie et du ministère des Affaires religieuses en matière d'éradication de l'extrémisme religieux.

LE MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU, HOCINE NECIB, L'A CONFIRMÉ LUNDI À TIARET : «Fournir de l'eau potable à la population de plusieurs régions de Tiaret avant la saison estivale»

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a insisté lundi à Tiaret sur la fourniture de l'eau potable à la population de plusieurs régions de la wilaya avant la saison estivale, avec l'achèvement des projets élaborés pour se faire et leur mise en service.

A l'issue de la présentation d'un exposé sur les secteurs des ressources en eau et l'agriculture et un autre sur l'alimentation de 19 zones en eau potable à partir de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Macta (Oran), lors de la deuxième journée de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a mis l'accent sur l'achèvement des projets, en cours de réalisation, et leur mise en service avant l'été prochain pour résoudre le problème de manque d'eau dans la wilaya.

Parmi ces projets, le forage de 16 forages dans plusieurs communes, dont trois ont été achevés en attendant neuf (9) autres et leur dotation en énergie électrique.

Le restant enregistre un taux d'avancement "appréciable", de même que le projet d'alimentation de six communes du sud de la wilaya en eau du Chott Chergui et ceux de réalisation de 4 réservoirs de 3.250 mètres cubes, a indiqué le directeur du secteur de la wilaya.

Ces opérations devront permettre d'augmenter la quantité des eaux souterraines produites de 18.490 à 34500 mètres cubes

par jour. La production globale d'eau est estimée actuellement à 31.000 m³/jour et les besoins à 237.000 m³/j.

En attendant la concrétisation du projet de transfert d'eau de la station d'El Macta (Oran), les 19 zones de la wilaya de Tiaret concernées seront alimentées par 188.00 m³/j et la raffinerie de pétrole de Sid El Abed par 7.000 m³/j, a fait savoir le ministre.

Hocine Necib a annoncé qu'un "champ d'eau" sera créé dans la commune de Oued Lily pour alimenter les communes du nord de la wilaya.

En outre, il a donné son aval pour réutiliser 19 puits de la région sud devant fournir des quantités d'eau estimées à un débit de 400 litres/seconde, tout en s'engageant à soutenir la wilaya par des dotations financières pour concrétiser ces projets.

Au sujet de l'aménagement du réseau de distribution d'eau dans la commune de Tiaret sur 80 km, le ministre a instruit de répartir ce projet en lots pour accélérer sa réalisation.

M. Necib a ordonné, en outre, d'intégrer des réseaux d'eau de cinq communes (Sidi Bakhti, Naimia, Sidi Abdelghani, Hamadia et Tagdemt) à l'Algérienne des eaux (ADE) pour une meilleure gestion.

Le ministre a entamé dimanche soir sa visite dans la wilaya, où il a inspecté le barrage de Bekhada et la retenue collinaire de Kef Benhaider dans la commune de



Mechraa Sfa. A la deuxième journée, il a procédé à la mise en service du projet d'alimentation en eau de la commune de Sidi Bakhti et des communes avoisinantes.

Dans la commune de Takhmert, il s'est enquis de l'opération d'aménagement et d'équipement du périmètre d'irrigation agricole s'étendant sur une superficie de 500 hectares dans son premier tronçon, avant d'inspecter le projet d'alimentation en eau potable de six communes au sud de la wilaya à partir de Chott Chergui, dans la commune d'Ain Kermes.

Le programme du ministre a comporté également une visite du projet de réalisation d'une unité de séchage mécanique de la boue produite de la station d'assainissement de Ain Bouchekef et l'inauguration de deux réservoirs de 1500 m³ à Mahdia.

LE MINISTRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT, HACENE MERMOURI, L'A AFFIRMÉ À ALGER «Renforcer la coopération entre les deux secteurs pour promouvoir la destination Algérie»

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacene Mermouri a appelé, lundi à Alger, au renforcement de la coopération et du partenariat entre les secteurs du tourisme et de la culture afin de relancer le rôle des sites archéologiques et culturels dans la promotion de la destination Algérie et dynamiser le développement économique national.

S'exprimant en marge des travaux de la 1ère conférence sur le "développement et la promotion du tourisme culturel", M. Mermouri a affirmé que l'action permanente et conjointe entre les deux secteurs "contribuera à la promotion de la destination Algérie et fera également office de passerelle entre le tourisme et le patrimoine civilisationnel".

Cette démarche a pour objectif, poursuit le ministre, de "faire de l'Algérie une destination touristique d'excellence disposant d'une diversité de produits historiques et naturelles et de différentes destinations avec une qualité supérieure et compétitive", relevant, à ce propos, que le développement du tourisme culturel pourra se réaliser à travers l'exploitation des aouts riches et diversifiés que recèle le pays.

M. Mermouri a indiqué, par ailleurs, que cette conférence constituait une opportunité pour "examiner les voies les plus efficaces pour le développement et la promotion des secteurs du tourisme et de la culture dans le but de réaliser le développement économique durable".

Abordant les réalisations accomplies par le secteur du tourisme, M. Mermouri a rappelé la capacité d'accueil du parc hôtelier qui s'élève à l'heure actuelle à 112.264 lits, tandis que le nombre d'établissements hôteliers a atteint 1289 hôtels répartis à travers le territoire national.

Le ministre a indiqué, dans le même contexte, que le secteur disposait de 2220 agences de voyages agréées et 100 bureaux locaux de tourisme, en sus de maisons d'hôtes dont le nombre ne cesse de s'augmenter, notamment dans les hauts plateaux et le grand sud.

M. Mermouri a mis l'accent, à ce propos, sur l'importance d'exploiter ces structures pour relancer le tourisme culturel, rappelant les orientations données à l'ensemble des opérateurs pour inclure dans leurs activités touristiques les musées, sites archéologiques et historiques, les différentes fêtes et festivals populaires.

Mettant en avant l'importance des stations thermales, M. Mermouri a fait état de 282 sources thermales dont la majorité se trouve au niveau des sites archéologiques et historiques, soulignant la nécessité de "prendre en charge ces sources qui serviront de pôles d'attraction des touristes en quête de détente ou de découverte de l'histoire et de l'aspect civilisationnel de ces régions".

A ce propos le ministre a mis l'accent sur l'importance du soutien à l'investissement dans ce domaine, rappelant l'adoption de 1991 projets touristiques pour renforcer le secteur avec plus de 262.000 lits.

M. Mermouri a fait état de 778 projets en cours de réalisation avec une capacité d'accueil de 100.000 lits.

Par ailleurs le ministre a révélé l'existence de 225 zones d'expansion touristiques (ZET) d'une superficie de 56.472 hectares au niveau national dédiées à la réalisation de divers projets. Pour ce qui de l'artisanat, M. Mermouri a mis en exergue l'importance de ce secteur qui réunit "les dimensions culturelle, patrimoniale et civilisationnelle de l'Algérie", rappelant que cette filière compte 346.000 activités, crée 890.000 postes d'emploi et a contribué avec 254 milliards DA au produit intérieur brut (PIB) du pays en 2017. Intervenant à cette occasion, le Wali d'Alger, Abdelkader Zoukh a mis l'accent sur l'aménagement de la ville d'Alger et les sites archéologiques classés et non-classés comme la Casbah, le Jardin d'essai et plusieurs sites historiques tels les vieilles mosquées, les jardins



et les palais que recèle cette ville. Pour sa part, le Directeur de l'aménagement touristique auprès du ministère du Tourisme, Abdelhamid Terguini a évoqué "l'importance du schéma directeur de promotion touristique à l'horizon 2030, lequel prévoit de favoriser l'investissement et la diversification touristiques à travers l'exploitation des potentiels nationaux, notamment en matière de sites archéologiques et de musées".

Il a également mis l'accent sur l'amélioration de la qualité de services, le renforcement du partenariat avec tous les opérateurs et la promotion du tourisme local, sahraoui et culturel".

Pour sa part, le Directeur général de

l'Artisanat au ministère de Tourisme, Chokri Benzaour a mis en avant l'importance de la prise en charge et de la promotion de l'artisanat, compte tenu des dimensions culturelle, civilisationnelle et historique de ce secteur, rappelant son rôle dans la relance de l'économie nationale et la création d'emplois.

Pour rappel, les travaux de cette conférence portent sur les possibilités de favoriser la formation en termes de tourisme culturel, de valorisation des compétences et de promotion de la communication, le marketing et les TIC, outre les méthodes d'exploitation des sites archéologiques et les monuments historiques à des fins touristiques.

TOURISME Lancement prochain d'une formation au profit de 3.000 travailleurs du secteur du tourisme

Une formation au profit de 3.000 travailleurs du secteur du tourisme sera lancée prochainement au niveau de sept centres répartis à travers le territoire national, a-t-on appris lundi à Mascara du secrétariat national de réglementation à la Fédération nationale des travailleurs du tourisme et du commerce et du tourisme (FNTTC). En marge d'une rencontre pour le renouvellement du syndicat de l'Entreprise de gestion touristique de Tlemcen (EGTT), organisée lundi à la station thermale de Bouhanifia, Mohamed Azira a indiqué qu'une convention dotée d'une enveloppe de 5 milliards DA a été signée entre les ministères du Tourisme et de l'Artisanat et de la Formation et de l'Enseignement professionnels pour la formation de 3.000 travailleurs du secteur du tourisme dans 25 métiers liés à l'hôtellerie. Le même responsable a signalé que deux hôtels de la wilaya d'Alger, deux à l'Est et deux autres à l'Ouest du pays, ainsi qu'un hôtel de la wilaya d'Adrar sont retenus pour abriter des sessions de formation permettant le recyclage et la formation des personnels du secteur dont ceux des établissements hôteliers faisant l'objet de travaux de réhabilitation. Pour sa part, le secrétaire général de la FNTTC, Rabah Brahimi a annoncé la poursuite du dialogue entre la fédération et le ministère de tutelle et le groupe d'hôtellerie et tourisme pour l'application d'une convention collective entre ces instances visant à assurer la stabilité des contractuels et la perception des primes convenues. Des cadres syndicaux ont réitéré, lors de cette rencontre de renouvellement du syndicat de l'EGTT, leur soutien au président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika dans tous les domaines, surtout celui de la défense permanente des intérêts des travailleurs et leurs droits.

EDUCATION

HCI : une Conférence internationale sur l'enseignement de l'éducation islamique les 23 et 24 avril

Le Haut Conseil islamique (HCI) organisera du 23 au 24 avril en cours une conférence internationale sur l'enseignement de l'éducation islamique dans les établissements publics, a indiqué hier le Conseil dans un communiqué.

Plusieurs axes sont au pro-

gramme de cette rencontre internationale, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, en rapport avec les concepts de l'éducation islamique et l'éducation religieuse ainsi que la situation de l'enseignement de l'éducation isla-

mique dans les pays arabes et islamiques.

Des experts, des chercheurs et des savants et juristes du droit islamique, venant de 15 pays arabes et islamiques, prendront part à cette rencontre pour présenter les expériences de leurs pays en matière d'ensei-

gnement de l'éducation islamique.

Les travaux se dérouleront sous forme de sessions scientifiques et ateliers spécialisés portant sur la réalité de l'enseignement de l'éducation islamique, a précisé le communiqué.

MÉDIAS

Lutte contre la désinformation : lancement en ligne par RSF d'un dispositif d'autorégulation des médias

Un dispositif d'autorégulation des médias visant à lutter contre la désinformation en ligne vient d'être lancé, a-t-on appris hier de Reporter sans frontières (RSF).

Ce dispositif, Journalism Trust Initiative (JTI), qui veut distinguer les médias respectant des critères d'intégrité et de déontologie, a été lancé par RSF et ses partenaires : l'Agence France-Presse (AFP), l'Union européenne de radio-télévision (UER) et le Global Editors Network (GEN).

Il vise, selon ses promoteurs, à favoriser le respect des processus de production journalistique et à donner des avantages concrets à ceux qui les mettent en oeuvre.

"Dans le nouveau système de l'espace public, les informations fausses circulent plus vite que les vraies : la défense du journalisme suppose de renverser la logique en donnant

un avantage réel à tous ceux qui produisent des informations de manière fiable, quel que soit leur statut", a déclaré Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, lors d'une conférence conjointe organisée à Paris.

Le dispositif consiste à créer un référentiel pour le journalisme sous la forme d'indicateurs sur la transparence des médias, l'indépendance éditoriale, la mise en œuvre de méthodes journalistiques et le respect des règles déontologiques, a expliqué RSF, soulignant que ces normes seront établies dans le cadre d'un processus concerté sous l'égide du Comité européen de normalisation (CEN), ouvert à compter du 3 avril 2018. Concrètement, les réseaux sociaux et les moteurs de recherche pourraient choisir de mettre en avant les médias certifiés par le dispositif dans leurs algorithmes, par rapport aux

autres sources d'actualité. Les acteurs concernés par ce dispositif sont les médias, les associations et syndicats professionnels, les instances d'autorégulation comme les conseils de presse et les organismes de réglementation, ainsi que les plateformes numériques, les annonceurs et représentants des intérêts des consommateurs. D'après RSF, des avantages pourront ainsi être attachés à la qualité et à l'indépendance du journalisme à travers une distribution et un traitement "privilégiés" par les algorithmes des moteurs de recherche et des réseaux sociaux, avec pour résultat une "meilleure" visibilité, une "plus grande" portée et de "plus importantes" recettes publicitaires. Le leader des moteurs de recherche, la société américaine Google, a fait savoir à RSF avoir pris la décision de participer au dispositif.

ALGÉRIE - ESPAGNE

Yousfi : «L'Espagne demeure parmi les partenaires les plus importants de l'Algérie»



L'Espagne demeure parmi les partenaires les plus importants de l'Algérie, a indiqué mardi à Alger le ministre de l'Industrie et des mines, Youcef Yousfi, lors du forum d'affaires algéro-espagnol.

"Les relations économiques entre l'Algérie et l'Espagne sont toujours denses et diversifiées. L'Espagne demeure parmi les partenaires les plus importants de l'Algérie", a affirmé M. Yousfi dans son allocution lors des travaux de ce forum d'affaires qu'il a coprésidé avec la Secrétaire d'Etat au Commerce d'Espagne, Maria Luisa Poncela, tenu en marge de la 7ème session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut niveau à l'occasion de la visite à Alger du Président du gouvernement espagnol, M. Mariano Rajoy Brey. M. Yousfi a aussi souligné que la dynamique était bien engagée pour réaliser des partenariats durables entre les deux pays.

Dans ce cadre, il a rappelé que l'Espagne est le troisième client de l'Algérie et son cinquième fournisseur avec plus de 7 milliards d'euros d'échanges commerciaux.

Ce partenariat s'est concrétisé par la présence de 450 entreprises espagnoles en Algérie, a avancé le ministre tout en affirmant l'engagement de la partie algérienne à accompagner les entreprises espagnoles dans leurs projets de partenariat en Algérie.

Par ailleurs, le ministre a tenu à rappeler que la chute brutale des prix

des hydrocarbures avait eu des impacts négatifs sur l'économie algérienne à l'instar des autres pays exportateurs du pétrole. Face à cette crise, a-t-il soutenu, le gouvernement a pris plusieurs mesures dans le cadre de la rationalisation des dépenses pour retrouver l'équilibre de la balance des paiements du pays. Cette crise pétrolière a aussi été "l'accélérateur du processus du développement économique" dans divers domaines dont notamment ceux de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme et des services, a ajouté M. Yousfi.

Dans ce cadre, il a mis en avant le développement de secteur industriel, en observant que plusieurs secteurs connaissent un "accroissement spectaculaire" à l'instar du textile, de la pharmacie et de l'automobile qui commence à prendre de l'élan. Le ministre a également souligné que la politique économique du pays accordait un fort intérêt aux partenariats avec les étrangers et octroyait des avantages et facilitations en faveur des investissements directs étrangers: "le code des investissements en Algérie est devenu plus fluide et prévoit des facilitations et nous espérons que ce forum soit le prélude d'un partenariat fructueux et solide". Dans ce sillage, il a émis le souhait de l'Algérie de renforcer le cadre de la coopération bilatérale avec l'Espagne en appelant les entreprises espagnoles à être plus présentes en Algérie.

APS

PRODUITS FINANCIERS ALTERNATIFS:

Loukal : «Bientôt un nouveau règlement de la Banque d'Algérie»

Un nouveau règlement de la Banque d'Algérie (BA) encadrant la gestion des produits financiers dits alternatifs au niveau des banques et établissements financiers sera promulgué incessamment une fois validé par le Conseil de la Monnaie et du Crédit, a indiqué hier à Alger le Gouverneur de la BA, Mohamed Loukal.

"Nous allons promulguer incessamment un règlement pour faire en sorte que les produits financiers classiques et ceux dits alternatifs soient d'une imperméabilité totale", a-t-il avancé lors d'un symposium sur la place financière algérienne.

"Il y aura une seule supervision et un seul règlement qui encadre la finance classique et la finance alternative", a-t-il déclaré à la presse en marge du symposium sans avancer plus de détails.

Il a noté que les banques de la place pouvaient offrir normalement, dans le cadre de la loi actuelle sur la Monnaie et le Crédit, des produits bancaires alternatifs aux produits classiques et qu'il n'y avait pas donc nécessité de changer cette loi. Cependant, les banques qui vont ouvrir des fenêtres pour ces produits, "doivent leur dédier une organisation spécifique et particulière" de manière à assurer une "imperméabilité totale entre les produits classiques et les produits alternatifs", a-t-il souligné.

Le gouverneur a, d'autre part, tenu à démentir certaines "rumeurs" faisant état d'un abandon par la BA des produits alternatifs (produits conformes à la Charia islamique qui offrent d'autres formes de rémunérations aux crédits que les taux d'intérêts), et a avancé que la BA "a analysé tous les nouveaux produits proposés par les banques de la place dans ce cadre et leur a demandé de mieux les adapter". Revenant avec insistance sur l'importance d'accroître l'inclusion financière en Algérie, il a sommé les banques d'être plus



agressives en matière de collecte de ressources au risque de se retrouver contraints à subir des opérations de refinancement assez coûteuses. "Jusqu'à-là, la politique monétaire a été assez accommodante. Mais au fur et à mesure, cette politique sera un peu plus dure et va contraindre les banques à choisir entre le refinancement avec des coûts plus exorbitants, et le recours à la ressource avec des coûts moindres, avec une bancarisation plus poussée", a-t-il averti. Pour capter cette masse, les banques sont appelées à aller plus rapidement et de manière plus prononcée dans l'innovation, en développant des instruments modernes dont le paiement électronique, la

bancassurance et la finance alternative, selon le gouverneur. Interrogé par la presse sur les raisons du manque de liquidités qui aurait été observé chez certaines banques, M. Loukal a assuré qu'il n'y avait "aucun problème de liquidités, ni au niveau des banques ni au niveau des points postaux" et qu'il y avait même 1.480 mds de DA de surliquidités.

"Ce sont des cas exceptionnels (de manque de liquidités)", a-t-il observé. Invité à communiquer de nouveaux chiffres sur l'argent imprimé par la BA dans le cadre du financement non conventionnel, il a rappelé que ces données sont communiquées mensuellement par la BA via le journal officiel.

FINANCES

M. Raouya ré-invite les banques à innover pour attirer l'épargne

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a réinvité mardi à Alger les banques de la place à innover en adoptant de nouveaux instruments financiers pour faire face à une conjoncture marquée par la rareté de la ressource, face à une demande interne croissante. Intervenant lors d'un symposium sur la place financière algérienne, organisé et présidé par le consultant indépendant et ancien ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa, M. Raouya a, de nouveau, appelé les banques à développer de nouveaux instruments pour mobiliser l'épargne notamment celle se trouvant

en dehors du circuit bancaire et évaluer, par la même, à lutter contre le marché informel. "On s'attelle actuellement à préparer les conditions légales et réglementaires de nature à permettre le développement de nouveaux instruments financiers", a-t-il avancé devant des responsables de banques publiques et privées, de compagnies d'assurance et d'experts. Evoquant le nouvel ancrage juridique introduit par la loi de finances de 2018, relatif à l'émission des soukous, le ministre a estimé que cette disposition devrait faire participer les détenteurs des soukous au financement de projets d'infrastructures.

Pour sa part, le président de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Boualem Djebbar a fait savoir que les banques étaient fin prêtées pour se lancer dans les produits dits alternatifs "dans les plus brefs délais".

Interrogé par la presse sur le volume des crédits à l'économie, M. Djebbar a rappelé que ces crédits étaient de plus de 8.800 milliards DA en 2017, en hausse de 12% par rapport à 2016 et que les crédits à la consommation ne dépassaient pas 5% du total des crédits accordés aux privés, estimés à 500 mds de DA en 2017.

BOUMERDÈS :

Une enveloppe de 320 millions de DA pour généraliser les lampes LED dans l'éclairage public

Une enveloppe d'au moins 320 millions Da a été affectée par la wilaya de Boumerdes pour la généralisation de l'usage des lampes économiques LED dans l'éclairage public des routes, boulevards et cités, a annoncé lundi le wali. Affectée au titre des plans communaux de développement (PCD) de l'exercice 2018, cette enveloppe a été répartie sur les 32 communes de Boumerdes à raison de 10 millions de DA chacune, destinés à la mise en œuvre d'une feuille de route fixée pour elle, a indiqué Abderrahmane Madani Fouatih dans une déclaration à l'APS, à l'issue d'une rencontre avec les élus de la daïra de Boumerdes, consacrée à la sélection d'opérations de développement à financer au titre des PCD de 2017. Le chef de l'exécutif a souligné l'inscription de cette opération, actuellement en cours de réalisation à travers la wilaya, au titre de la

poursuite d'une action similaire lancée en mise en œuvre en 2017, au niveau d'un nombre de villes, axes routiers et boulevards de la wilaya, sous la houlette de la direction des Travaux publics, avec des financements sectoriels. A noter que cette nouvelle technique d'éclairage (lampe LED) permet une économie d'énergie de l'ordre de 80%, en plus d'une réduction de l'ordre de 70% dans la facture de consommation électrique, outre leurs qualité et esthétique. Selon les experts du domaine, une lampe LED consomme 75 watt, contre 250 watt consommés par une lampe électrique conventionnelle. Sachant que la distance entre deux poteaux électriques (à l'énergie conventionnelle) est de 25 m, au moment où cette distance est de 36 mètres dans la technique LED, soit de quoi permettre une réduction sensible des factures d'électricité dues par les collectivités locales.

MONDE

La croissance mondiale est similaire en 2018 et 2019

L'activité mondiale maintiendra un rythme de croissance similaire en 2018 et 2019 (+3,8 %), après avoir nettement accéléré en 2017 (+3,7 %), a estimé une analyse du Trésor public français.



Cette activité de croissance est portée, explique l'analyse rendue publique mardi selon des données arrêtées le 5 mars dernier, à la fois par les pays avancés et émergents, précisant qu'aux Etats-Unis, elle accélérerait sous l'effet de la mise en place de mesures budgétaires expansionnistes (réforme fiscale et accord budgétaire au Congrès conduisant à accroître les dépenses).

En revanche, elle diminuerait au Japon, tout en restant soutenue par l'essor des exportations et de la demande intérieure, et au Royaume-Uni, pénalisée par les effets négatifs liés aux incertitudes dans la perspective du Brexit. "La reprise se poursuivrait à un rythme soutenu en zone

euro. La croissance serait portée par le dynamisme de la demande intérieure dans un contexte de regain de confiance des ménages et des entreprises et par le dynamisme de la demande mondiale", ont ajouté les auteurs de l'analyse qui notent que parmi les grands pays de la zone euro, la croissance resterait "dynamique" mais afficherait un "léger recul" en Espagne, tandis qu'elle resterait "stable" en Allemagne en raison d'une politique budgétaire "légèrement expansionniste", ainsi qu'en Italie.

En ce qui concerne les principales économies émergentes, l'étude prévoit une augmentation "forte" au Brésil et dans une moindre mesure en

Inde. Elle resterait "globalement stable" en Russie et diminuerait "fortement" en Turquie, alors que la Chine connaîtrait un "ralentissement graduel" à l'horizon de la prévision, "sous l'effet d'une réduction progressive du stimulus monétaire et budgétaire". En Turquie, précise l'étude, l'activité ralentirait "nettement" malgré une politique budgétaire qui restera "probablement expansionniste" en amont des élections présidentielles de 2019. L'inflation élevée pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages, tandis que les incertitudes et l'intensification des tensions géopolitiques affecteraient l'investissement privé.

Sur le plan commercial, l'étude estime que la croissance mondiale resterait riche en échanges. "Le commerce mondial a fortement accéléré en 2017 pour atteindre une croissance de +5,3 %, après deux années de croissance modérée autour de +2,0 %", a-t-on soutenu, prévoyant un taux "dynamique" en 2018 et 2019 (respectivement +5,1 % et +4,7 %), bien qu'en léger ralentissement. Après leur rebond très marqué en 2017, les importations progresseraient moins fortement en Russie, en Chine et en Inde, alors que dans les pays avancés, le commerce "bénéficierait de la poursuite du dynamisme aux Etats-Unis, mais serait pénalisé par le ralentissement attendu de l'activité au Japon, au Royaume-Uni, a noté le document.

PÉTROLE

Le Brent à près de 68 dollars hier à Londres

Les cours pétroliers enregistraient mardi en cours d'échanges européens un léger rebond dans un marché prudent, alors que les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis avaient plombé les cours lundi.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 67,95 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 31 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat de mai prenait 26 cents à 63,27 dollars.

Lundi, alors que les marchés étaient fermés à Londres pour Pâques mais ouvert à New-York, les cours avaient reculé de 3,7% pour le Brent, plus forte baisse quotidienne depuis dix mois, tandis que le WTI avait cédé près de 3%, plus forte baisse depuis près de deux mois.

En cause, la forte baisse du marché des actions américain, souffrant lui-même d'une aversion au risque provoquée par les tensions sur le commerce mondial alors que la Chine a répliqué aux taxes américaines en mettant en place des mesures punitives sur 128 produits américains.

"Quand le S&P500 (indice des actions de New York) a des mouvements de plus de 2%, il est difficile d'acheter ou de vendre du pétrole sans garder un œil dessus", a commenté un analyste.

Si le pétrole n'est pas directement visé par les mesures chinoises ou américaines, le même analyste note que l'éthanol américain fait partie des 128 produits visés par la Chine.

Par ailleurs, les acteurs du marché ont pris connaissance des données officielles russes sur la production, qui a augmenté de 0,7% en mars par rapport à mars 2017, pour atteindre 10,97 millions de barils par jour. "A ce niveau, la Russie dépasse les objectifs de l'accord de limitation de la production", a souligné un autre analyste.

La Russie, premier producteur mondial, s'est associé fin 2016 à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et à neuf autres producteurs pour s'engager à limiter leurs extractions afin de rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande.

"Le marché du pétrole a pour habitude d'effectuer des mouvements brusques pendant les week-ends prolongés", a-t-il toutefois noté.

ESPAGNE

Baisse du nombre de chômeurs en Espagne

Le nombre de chômeurs a baissé en Espagne au mois de mars à 3,42 millions de demandeurs d'emploi, a annoncé mardi le ministère de l'Emploi.

Cela représente "son niveau le plus bas des neuf dernières années" pour un mois de mars, selon le ministère. La baisse a été de 47.697 personnes par rapport au mois précédent. On compte 279.766 chômeurs de moins qu'en mars 2017, soit une décade de 7,5% sur un an, selon le communiqué.

Le ministère ne fournit pas de taux de chômage, laissant cela à l'Institut national de la statistique (INE) dont les données, calculées différemment, font référence.

A la fin 2017, le taux de chômage était de 16,5% selon l'INE. L'Espagne connaît une croissance soutenue depuis 2014 après des années de récession, mais le taux de chômage, qui avait frôlé les 28% au plus fort de la crise, reste le deuxième plus élevé de la zone euro après celui de la Grèce. La décade du nombre de chômeurs a surtout été marquée en mars dans la communauté valencienne (sud-est) ainsi que dans les régions de Catalogne (nord-est) et d'Andalousie (sud). Par secteurs, le chômage s'est réduit dans les services (-2,20%) et l'Industrie (-0,55%) mais s'est notamment accru dans le domaine de la construction (0,52%). En mars, l'Espagne a compté 18,5 millions de personnes affiliées à la Sécurité sociale, soit 592.081 de plus qu'en mars 2017. "De bons chiffres", a commenté le chef du gouvernement conservateur Mariano Rajoy sur son compte Twitter, ajoutant: "Continuons à favoriser la création d'emploi". Environ 88% des contrats signés en mars étaient cependant à caractère temporaire, un domaine dans lequel l'Espagne détient le record de la zone euro. Le nombre de contrats à durée indéterminée a toutefois augmenté de plus 8,4% par rapport à mars 2017, précise le ministère. Le gouvernement espagnol a légèrement relevé fin mars sa prévision de croissance pour 2018, à 2,7% contre 2,5% auparavant.

CHANGES

L'euro en hausse face au dollar

La valeur de l'euro progressait mardi face au dollar, dans un marché digérant les indicateurs européens et attentif au développement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. En fin de matinée, l'euro valait 1,2319 dollar contre 1,2302 dollar lundi soir. La monnaie unique européenne montait face à la devise japonaise à 130,66 yens contre 130,27 yens lundi soir. Le billet vert progressait lui aussi face à la monnaie nipponne à 106,07 yens, contre 105,89 yens pour un dollar la veille au soir. Sur la séance, les investisseurs attendaient principalement l'indice PMI du secteur manufacturier au Royaume-Uni pour mars. Celui-ci s'est établi à 55,1 contre 55,2 en février, soit légèrement au-dessus que le consensus

de Bloomberg, à 54,7. L'indice PMI est un indice composite élaboré par le cabinet Markit. Lorsqu'il est supérieur à 50 il signifie que l'activité progresse. En France, il s'est établi à 53,7 points, son niveau le plus faible depuis un an, même si le secteur continue de bénéficier d'une croissance solide, selon le communiqué. "La livre a tendance à plus réagir aux bonnes nouvelles qu'aux mauvaises", ont souligné les analystes de la Société Générale. Mardi matin, la livre britannique était en hausse face à l'euro et au dollar. Mais "les données économiques clés" de la semaine ne viendront que vendredi avec la parution du rapport mensuel sur l'emploi américain, a estimé une analyste.

"Le niveau global de chômage est attendu à 4%

en mars après les 4,1% de février. Les chiffres seront observés attentivement par la Réserve fédérale américaine (Fed), qui a monté ses taux d'intérêt en mars", a-t-elle ajouté.

Ce rapport donnera également, en plus des chiffres sur l'emploi, des indications sur le niveau des salaires et par ricochet sur l'inflation, éléments essentiels sur lesquels se fondent les décisions de la Fed. Dernièrement, les cambistes s'interrogeaient sur le nombre de relevements de taux prévu cette année, estimé entre trois et quatre. Une remontée des taux rend le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les investisseurs. Ce rapport sur l'emploi sera précédé par d'autres publications mercredi dont donneront une indication de la santé écono-

mique des deux côtés de l'Atlantique avec notamment l'activité dans les services aux Etats-Unis ou les chiffres de l'inflation pour mars dans la zone euro. Les marchés resteront aussi attentifs aux derniers rebondissements de la guerre commerciale qui oppose la Chine aux Etats-Unis. Pékin a déclenché lundi des mesures punitives contre 128 produits américains, en réponse à l'annonce par Donald Trump de droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés aux Etats-Unis. Ces mesures alimentent la crainte d'un conflit commercial ouvert entre les deux géants économiques mondiaux. Mardi matin, la monnaie chinoise valait 6,2841 yuans pour un dollar, contre 6,2804 yuans pour un dollar lundi après-midi.

AUTRICHE:

Baisse du chômage à 8% en mars

Le taux de chômage en Autriche a reculé en mars à 8% de la population active, contre 9% le mois précédent, selon la norme nationale, a annoncé mardi l'Agence pour l'emploi. Le nombre de chômeurs dans ce pays de 8,7 millions d'habitants est passé sous le seuil des 400.000 personnes

(398.503 personnes), contre 444.426 personnes en février, en comptant les demandeurs d'emploi suivant une formation.

Sur un an, le taux de chômage recule de 0,9 point. Selon le taux européen harmonisé d'Eurostat, l'Autriche a affiché un taux de chômage de 5,5%

en janvier (dernier mois disponible), l'un des plus bas de la zone euro. La différence entre les chiffres d'Eurostat et ceux du ministère autrichien du Travail s'explique notamment par le fait que l'Autriche compte parmi les chômeurs les personnes en formation ou "sous-employées".

GHARDAIA

Une vingtaine de représentants de la presse nationale et de l'ANCA en visite

Une vingtaine de représentants de la presse nationale et de membres de l'association nationale des commerçants et artisans (ANCA) ont effectué dimanche et lundi une visite de prospection dans la wilaya de Ghardaia, en vue de découvrir les potentialités touristiques de la région.

Cette visite de trois jours s'inscrit dans le cadre d'un programme initié par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à promouvoir les produits touristiques oasiens susceptibles de favoriser la commercialisation de cette destination et également les produits de l'artisanat local, ont indiqué des membres de l'ANCA.

La délégation a visité plusieurs sites touristiques de la wilaya de Ghardaia, dont le Ksar de Béni-Isguen avec son souk (place du marché) célèbre pour la vente à la criée, le Bordj (tour) Boullila, le barrage de la palmeraie de Béni-Isguen ainsi que le nouveau Ksar de Tafilet. Elle a également visité le site du partage traditionnel des eaux d'irrigation des palmeraies, le Ksar et la mosquée El-Atik, ainsi que la place du souk de Ghardaia, avant de visiter les ksour d'El-Atteuf et de Bounoura, ainsi que leurs monuments historiques.

Une halte au centre d'estampillage de tapis a permis aux membres de cette délégation d'examiner avec les acteurs locaux l'ensemble des voies et moyens pouvant contribuer à la promotion de l'artisanat et du tourisme oasien de la région.

Au cours de cette visite, les membres de la délégation ont eu à apprécier le potentiel touristique considérable des oasis de la wilaya de Ghardaia, leurs paysages et panorama magnifiques (oasis et ksour), et la qualité de l'hospitalité de la région. Les membres de la délégation ont visité aussi le ksar de Métilili et la région de Seb-Seb, avant de poursuivre leur tournée vers la wilaya déléguée d'El-Menea où ils ont eu également l'occasion de découvrir les potentialités touristiques et atouts naturels, notamment le



lac "El-Maleh", classé comme zone humide d'importance internationale sur la liste de la convention de Ramsar, ainsi que le dynamisme et la croissance soutenue qu'a connue la région, comme en témoigne l'émergence de nombreux périmètres agricoles et les infrastructures de base.

Selon de nombreux responsables locaux, la région de Ghardaia constitue une destination célèbre dans le monde entier, notamment dans le domaine de l'architecture où la vallée du M'Zab est classée patrimoine mondiale. Pour d'autres acteurs de la région, cette visite n'apporte aucun impact sur le tourisme ou l'artisanat, les visiteurs nationaux connaissant bien la région et son arti-

sanat, mais il faut promouvoir la destination à l'étranger et faciliter l'arrivée des touristes à Ghardaia.

L'espace saharien, avec ses nombreuses oasis offrant ombre et gîtes, constitue un produit original et typique fort prisé et est essentiel pour le développement du tourisme écologique devenu un produit international dicté par le besoin de l'aventure et de la découverte de la nature, a fait savoir un tour opérateur local.

Cet événement devra se poursuivre par des visites dans les régions du Touat et Gourara (Adrar/Timimoune) ainsi que dans les oasis de la Saoura, afin de promouvoir le tourisme et l'artisanat, a-t-on fait savoir.

ANGEM. : Formation d'une centaine de promoteurs de projets à Chlef

Une centaine de promoteurs de petites entreprises, montées grâce à des micro-crédits accordés par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), ont bénéficié, à Chlef, d'une formation assurée par l'annexe ANGEM locale, a-t-on appris, lundi, de son directeur.

Depuis le lancement, en début d'année en cours, du réseau national des jeunes bénéficiaires de micro crédits dans le cadre de l'ANGEM, une centaine de jeunes entrepreneurs bénéficiaires de ce dispositif ont reçu une formation visant à les informer du "rôle dévolu au dit réseau et à la manière de le gérer afin d'insuffler une dynamique aux micro entreprises en matière de commerce électronique et de vente en ligne", a indiqué à l'APS Mourad Kerrouche.

Le responsable a, également, fait part de visites effectuées par les services locaux de l'ANGEM, au niveau des 13 daïras de Chlef, où plus de 300 jeunes entrepreneurs d'unités ANGEM ont été sensibilisés au rôle du "réseau national des jeunes bénéficiaires de micro crédits dans le cadre de l'ANGEM" visant la "réalisation de projets communs et l'échange d'expertise et d'expérience, outre la promotion de leurs produits et prestations", a-t-il expliqué.

Les jeunes entrepreneurs sont formés au siège de l'annexe ANGEM de Chlef, où ils sont repartis en groupes selon leurs spécialités, a encore souligné M. Kerrouche, signalant que l'initiative a déjà commencé à apporter ses fruits, puisque des pages locales de promotion de services en ligne ont été créées, à travers les réseaux sociaux, dans les domaines de la couture, plomberie, menuiseries, et autres, s'est-il félicité. Approchée par l'APS, Mme. Remli, promotrice d'un atelier de couture et bénéficiaire de ce "réseau national des jeunes bénéficiaires de micro crédits dans le cadre de l'ANGEM", n'a pas manqué de saluer cette initiative, lui ayant permis, selon ses dires, de "connaître d'autres entreprises actives dans sa branche et de participer, avec elles, à la couverture d'une importante demande sur leurs produits".

A noter qu'une page électronique est ouverte sur le site officiel de l'ANGEM, pour prendre contact avec les entreprises de ce réseau national comptant 324 micro entreprises de la wilaya de Chlef.

BECHAR :

Une nouvelle offre de plus 6.590 logements pour les trois prochaines années

Une nouvelle offre globale de 6.596 logements dont a bénéficié la wilaya de Bechar récemment est inscrite dans les perspectives de développement du secteur pour les trois prochaines années, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du secteur de l'Habitat.

Les travaux de concrétisation de cette nouvelle offre, soit 2.280 unités relèvent du programme du logement social, 4.308 de l'habitat rural et huit (8) unités comme logements de fonction

au profit du secteur de l'éducation, seront entamés avant la fin 2018, a-t-on précisé à l'occasion de la tenue de la 1ère session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ce nouveau programme de logements sera réparti entre 12 daïras de la wilaya et permettra la satisfaction des demandes en la matière des citoyens des communes relevant de ces daïras, a-t-on signalé. Outre ce programme, il est prévu l'entame des travaux de réhabilitation de

1.196 logements sociaux au sud de la commune de Bechar, et ce au titre des efforts d'amélioration des conditions de vie des locataires de la cite "Diar El Hadjra", gérée par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), a-t-on ajouté. La wilaya de Bechar a enregistré récemment l'attribution de 310 logements sociaux et 1.303 lots de terrain pour l'auto-construction à travers la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar), dans le ca-

dre de la prise en charge des préoccupations des habitants des régions frontalières des wilayas dans le sud du pays, a-t-on rappelé. Le secteur de l'Habitat compte aussi donner un nouvel élan au projet de réalisation de 3.109 logements sociaux localisés (LSL), notamment aux chantiers de 1.596 unités du même programme notifiées aux commissions d'attribution de ce type de logement au niveau des 12 daïras de la wilaya, a-t-on fait savoir.

ILLIZI :

Projet de regroupement des collecteurs d'assainissement à Bordj Omar Idriss (DRE)

Un projet de regroupement des collecteurs d'assainissement est en cours de réalisation dans la commune de Bordj Omar Idriss (Illizi), afin d'éviter les fréquentes déperditions sur le réseau et préserver l'environnement, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des Ressources en eau (DRE) de la wilaya.

Le projet, pour lequel a été allouée une enveloppe de 217 millions DA dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance, porte sur la réalisation de deux stations de relevage des eaux usées

de sorte à permettre de regrouper les collecteurs issus des anciennes stations sur un linéaire de 11 kilomètres, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Saâd Bouguerne.

Actuellement à 98% d'avancement de ses travaux, le projet devra être réceptionné en mai prochain, une fois son raccordement au réseau d'électricité effectué, a-t-il précisé. L'objectif étant de regrouper les eaux usées provenant des différents quartiers de la ville et les transférer à travers un seul collecteur vers l'exutoire dans

la zone de Zaouiet Sidimoussa, et ainsi remédier définitivement aux déperditions sur le réseau d'assainissement, qui polluaient l'environnement et causaient des maladies à transmission hydrique, a-t-il souligné. Une autre opération est projetée en faveur de la commune de Bordj Omar Idriss et porte sur la réalisation d'une station de traitement des eaux usées par lagunage, dont les eaux traitées seront exploitées à des fins d'irrigation agricole et autres opérations environnementales, selon le même responsable.

TLEMCCEN :

La 6^e édition du Festival national des arts plastiques du 12 au 18 avril

La 6ème édition du festival national des arts plastiques se déroulera du 12 au 18 avril courant au département des arts de la faculté des lettres et des langues de l'université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen, a-t-on appris hier du Commissaire du festival. Organisée sous le parrainage du Haut commissariat à l'amazighité, par l'association Solidarité étudiante nationale autour du thème "L'Amazighité, identité et culture", cette manifestation regroupera 110 étudiants et étudiantes issus de 33 wilayas du pays, a affirmé le Dr Mimoune Oumiloul. Le programme de cette sixième édition portera sur la mise sur pied de concours et d'ateliers, outre une journée d'étude sur le thème "L'art plastique dans la culture amazigh", a-t-il indiqué, faisant savoir que des séances d'apprentissage de la langue amazigh (écriture et lecture) seront organisées à cette occasion.

TISSEMSILT: Lancement des travaux de réalisation de 1500 logements location-vente

Les travaux de réalisation d'un quota de 1500 logements location-vente ont été lancés, hier à Tissemsilt, et inscrits au titre du programme AADL2. Ces projets dont le coup d'envoi des travaux a été donné par le wali, Abdelkader Benmassoud, lors de sa visite d'inspection au chef-lieu de wilaya, ont été confiés à une société turque pour un délai de 24 mois.

A cette occasion, le wali a insisté sur la nécessité du suivi et d'un accompagnement permanent de ce chantier par les représentants de l'agence AADL en vue de sa livraison dans les délais impartis. Par ailleurs, le même responsable a inspecté le projet de réalisation de 800 logements location-vente du programme AADL2 au niveau du même site qui enregistre un taux de réalisation appréciable selon les explications fournies par le directeur des projets AADL, Omar Beldjouher.

Le wali a appelé la société turque, chargée de la réalisation de ce quota d'habitat à la nécessité de respecter ses engagements portant sur la livraison du projet dans ses délais impartis, assurant qu'il effectuera des visites périodiques au chantier en vue d'augmenter son rythme de réalisation.

DÉRAPAGE D'UNE MOTO SUR L'AUTOROUTE BOU ISMAIL-TIPASA : Un mort et un blessé

Un jeune homme est décédé et un autre a été atteint de "blessures graves" suite au dérapage de leur moto sur l'autoroute Bou Ismail-Tipasa, a-t-on appris, hier des services de la protection civile de la wilaya.

L'accident est survenu dans la soirée de lundi, quant la moto à bord de laquelle se trouvaient les deux jeunes, a dérapé en allant percuter le bord de la voie rapide Bou Ismail-Tipasa, à l'entrée-Ouest de la ville de Bou Ismail, causant la mort de l'un d'eux (la trentaine), outre des blessures jugées "graves" pour l'autre, a-t-on ajouté de même source.

L'intervention, sur place, des éléments de la protection civile a permis l'évacuation des deux victimes, originaires de la ville de Bach Djerah (Alger), vers l'hôpital de Koléa, au moment où une enquête a été ouverte, par la Gendarmerie nationale, pour déterminer les circonstances exactes de ce sinistre de la route. A noter que la voie rapide Zeralda-Alger-Tipasa, en passant par Bou Ismail jusqu'à Cherrhell, est très prisée par les jeunes conducteurs de motos, qui l'investissent durant les weekends notamment, en y exécutant des manœuvres dangereuses, qui finissent souvent par des accidents graves.

BECHAR : Arrestation de 5 narcotrafiquants et saisie de plus d'un quintal de kif

Les éléments de la brigade régionale de lutte contre la commercialisation illégale de drogues et psychotropes ont procédé à l'arrestation de cinq (5) trafiquants de drogue et saisi 1,8 quintal de kif traité au nord de Bechar, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

L'opération, menée suite à des renseignements faisant état d'activités criminelles d'introduction de drogue dans la région d'El-Bayadh (compétence territoriale de la Brigade précitée), a permis après enquête minutieuse d'identifier les trafiquants et de procéder à leur arrestation, a-t-on précisé.

Deux véhicules avec des numéros de châssis falsifiés et six (6) téléphones mobiles utilisés par les trafiquants (25 à 42 ans) ont été également saisis lors de cette opération, a-t-on ajouté.

L'opération s'est soldée par la mise en détention préventive des cinq trafiquants par la justice, sous les chefs d'inculpation d'"importation illégale de drogue de l'étranger, transport et acheminement de drogue dans le cadre du crime organisé et trafic dangereux menaçant la santé des citoyens et l'économie nationale", en plus de la "falsification de structures d'un engin mobile", a-t-on fait savoir.

AFFAIRE VILLAGE "TALINE" À TIPASA : Des peines de 3 à 5 ans de prison ferme requises, le verdict attendu dimanche prochain

Le parquet général près le tribunal de Tipasa a requis des peines de 3 à 5 ans de prison ferme dans l'affaire dite "village Taline", dont le procès s'est poursuivi jusqu'à une heure tardive de la nuit de dimanche à lundi, dans l'attente de la prononciation du verdict dimanche prochain.

Le dénommé Mohamed Hadji est poursuivi pour les chefs d'inculpation de "constitution d'une association de malfaiteurs pour préparer une escroquerie en se prétendant promoteur immobilier sans agrément", "faux et usage de faux", "édification d'une construction sur un lot sans autorisation", "atteinte sur une propriété foncière", "vente d'un terrain", et "déforestation".

À l'issue des audiences, entamées dans l'après-midi pour s'achever aux environs de 22 h, le représentant du parquet, l'adjoint du procureur général près le tribunal de Tipasa, Khiair Mohamed a requis des peines de trois (3) années à l'encontre de sept (7) accusés arrêtés, jugés en comparution dans cette affaire, au moment où une peine de cinq (5) années de prison ferme a été requise contre deux autres prévenus actuellement en fuite, dont l'accusé principal, représenté par le promoteur de ce projet, le dénommé Mohamed Hadji. Le parquet a, aussi, requis la confirmation de l'ordre d'amener émis par le juge d'instruction près le tribunal

de Tipasa à l'encontre de l'accusé principal Mohamed Hadji et l'un de ses complices, tout en les sanctionnant d'une amende de 500.000 da chacun.

Quant aux autres prévenus dans cette affaire, ils ont été jugés pour "escroquerie en professant l'activité de promoteur immobilier sans agrément", "association de malfaiteurs", et "atteinte sur une propriété foncière". Marqué par une forte présence sécuritaire, le procès jugé en audience publique a vu la comparution de 70 personnes, entre accusés, victimes, témoins et partie civile, devant la présidente de l'audience Radia Ben Ghezal.

La défense a plaidé l'innocence de ses mandants, se trouvant en détention provisoire, arguant du fait que quatre (4) parmi eux détiennent des procurations légales leur permettant de représenter l'accusé principal, estimant de fait que l'accusation de constitution d'une association de malfaiteurs est non fondée.

Les avocats de la défense ont, aussi, plaidé l'innocence des trois autres accusés en ar-



quant du fait qu'ils sont de simples employés, sans aucune responsabilité dans ledit projet.

Cette affaire, qui avait défrayé la chronique à l'époque, remonte à septembre dernier, lorsque le groupement territorial de la gendarmerie nationale à Tipasa a rendu public un communiqué dans lequel il signale la mise hors d'état de nuire d'une bande de malfaiteurs composée de 6 individus, qui escroquaient leurs victimes en leur vendant des parcelles de terrain avec de faux papiers.

Selon le communiqué, les membres de cette bande ven-

daient des parcelles de terrain avec de faux papiers en exigeant des acheteurs d'édifier des constructions selon un cahier des charges défini. Sachant que plus de 200 actes nuls de transfert de propriété ont été établis de cette façon. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tipasa qui les a déferés devant le juge d'instruction, ayant ordonné leur mise en détention préventive pour "escroquerie", "atteintes sur des biens fonciers", "déforestation", "construction sans autorisation" et "faux et usage de faux dans des documents officiels".

TLEMCCEN :

Le centre pédagogique pour enfants handicapés de Souani bientôt aménagé

Le centre pédagogique pour enfants handicapés de la commune de Souani fera l'objet prochainement de travaux d'aménagement au profit de ses 68 pensionnaires, dont 13 enfants autistes, a-t-on appris lors d'une visite du wali de Tlemcen à travers la daïra frontalière de Bab El Assa. Cet établissement de l'action sociale, ancienne base de vie du projet de construction du barrage de Souani (1978/1986), d'une capacité théorique de 150 enfants, fera l'objet de travaux d'aménagement urbain de son enceinte, a annoncé lundi le responsable de l'exécutif, Ali Benyaïche, qui a octroyé, également, un microbus pour le transport des enfants. Le directeur de la poste, télécommunications, de la technologie et du numérique

a été instruit, pour sa part, pour le raccordement du centre à la fibre optique en cours de pose à travers la daïra. Selon la directrice de l'établissement, l'ouverture de nouveaux postes de psychologues (actuellement trois) permettra de stabiliser les huit spécialistes recrutés dans le cadre de l'emploi des jeunes et dont le travail serait plus bénéfique pour les pensionnaires, notamment, les 13 autistes, dont deux filles.

Dans le domaine de la santé, le wali a instruit les responsables locaux à achever les travaux de réalisation de la nouvelle polyclinique de Souani le 1er mai prochain afin de procéder à son équipement avant sa mise en service. Ce projet de santé, le troisième du genre à travers la daïra, en-

registre un retard jugé important, puisqu'il a été lancé le 28 janvier 2015 pour une enveloppe de 167,892 millions DA et un délai de réalisation de 12 mois, rappelle-t-on.

Il enregistre actuellement un taux d'avancement d'environ 80 PC. La daïra de Bab El Assa sera renforcée, par ailleurs, par un nouveau centre de santé au niveau de la commune de Souk Tlata, suite à la reconversion, décidée par le wali, du projet de réalisation du nouveau siège de l'APC en établissement de santé. Lors de cette visite, les autorités locales ont inspecté plusieurs projets liés au secteur de l'habitat et à l'amélioration des conditions de vie des habitants en général, et des jeunes en particulier.

MENACES SUR LES CULTURES À MÉDÉA :

Une campagne d'abattage de sangliers en cours dans les zones rurales

Une campagne d'abattage de sangliers a débuté récemment à travers les zones rurales de la wilaya de Médéa, dans le but de réduire les pertes occasionnées par ces mammifères aux exploitants agricoles de la région, a appris l'APS auprès de la conservation des forêts.

Cette campagne d'abattage a touché, depuis fin mars dernier, plusieurs zones forestières et maquis des communes d'Ouled Antar, et Zoubiria, au sud-ouest de Médéa, où de nombreux attaques de sangliers ont été signalées dans ces zones, provoquant des dégâts importants dans les champs de cultures situés dans ces zones, a indiqué,

Ahmed Salem, chef de service à la conservation des forêts.

L'objectif de cette campagne, qui s'étalera sur plusieurs semaines, est de freiner la prolifération de ces mammifères, notamment dans les zones proches des exploitations agricoles, de façon à ce qu'ils ne représentent plus une menace pour les agriculteurs.

Ces derniers s'étaient plaint, depuis quelques semaines, des attaques répétitives de sangliers qui leurs ont occasionnés des dégâts non négligeables et avaient sollicité l'aide des autorités afin de stopper ces attaques, a-t-il expliqué. Cette requête a été

suivie, aussitôt, par la signature par le wali d'un arrêté autorisant l'organisation de cette battue, dont l'exécution a été confiée à la conservation des forêts, avec le concours de la fédération de chasse de la wilaya, a fait observer le même responsable.

Plus d'une centaine de sites de prolifération de sangliers, éparpillés à travers quarante communes, sur les 64 communes que compte la wilaya, seront ciblés par cette campagne d'abattage qui devrait rassurer les agriculteurs de la région, très embarrasés par cette prolifération, a-t-il conclu.

APS



GRÈCE La Commission européenne annonce une aide d'urgence de 180 millions d'euros en faveur des réfugiés

La Commission européenne a annoncé lundi l'octroi d'une nouvelle aide d'urgence de 180 millions d'euros en faveur des réfugiés, notamment syriens, en Grèce afin de leurs permettre de trouver un logement en zone urbaine et quitter les camps.

Ce nouveau financement annoncé à l'occasion de la visite à Athènes du commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides, vise à "étendre le programme phare d'aide d'urgence à l'intégration à l'hébergement (ESTIA)", a indiqué l'exécutif européen dans un communiqué.

Ce programme lancé en juillet 2017 avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a déjà permis la création de plus de 23.000 places d'hébergement urbain et de mettre en place un système d'aide régulière en espèces pour plus de 41.000 réfugiés et demandeurs d'asile, montrent des données publiées par la Commission. Selon l'exécutif européen, les nouvelles ressources mobilisées ce lundi, permettront de créer 27.000 places d'hébergement en



lieu urbain d'ici à la fin de 2018.

"La majeure partie des logements loués sera située dans des villes et agglomérations en Grèce continentale et jusqu'à 2.000 places d'accueil seront disponibles dans les îles grecques", a-t-il souligné, faisant remarquer que plusieurs municipalités grecques participent également à ce dispositif.

Le programme d'assistance en espèces ESTIA devrait, quant à lui, bénéficier à 45.000 personnes d'ici à la mi-2018. Les réfugiés et les demandeurs d'asile reçoivent une allocation mensuelle en espèces d'un montant prédéfini dont ils pourront disposer au moyen d'une carte spécifique.

"Ils peuvent ainsi effectuer des choix et subvenir à leurs besoins élémentaires dans la dignité tout en soutenant l'économie

locale", a expliqué la Commission. Le commissaire Stylianides, cité dans le communiqué, a réitéré la détermination de l'UE à aider les réfugiés en Grèce à mener une vie plus normale et plus digne ainsi qu'à faciliter leur intégration dans l'économie locale et dans la société.

"Grâce à notre programme ESTIA, nous parvenons à améliorer concrètement la vie des gens", a-t-il estimé. L'instrument d'aide d'urgence de l'UE, déclenché pour la première fois en mars 2016, a permis, jusqu'à présent, de fournir à la Grèce une aide humanitaire qui s'élève à 605,3 millions d'euros au total. Toutefois, la Commission soutient que l'aide globale mise à la disposition de la Grèce pour l'aider à gérer la situation humanitaire, la migration et les frontières extérieures dépasse 1,5 milliard d'euros.

FRANCE : Un mort et trois blessés dans une avalanche dans l'est du pays

Une avalanche survenue lundi dans le secteur de Chamonix (Haute-Savoie), dans l'est de la France, a fait un mort, un disparu et trois blessés, ont rapporté des médias locaux. La gendarmerie a annoncé lundi qu'un groupe de randonneurs a été emporté par une avalanche dans le massif des Aiguilles rouges, près de Chamonix, selon Franceinfo, précisant que l'avalanche a fait un mort, une autre personne se trouve encore sous la neige et trois autres personnes sont blessées, mais sans gravité. La personne décédée est un guide de haute-montagne de la vallée de Chamonix, ajoute Franceinfo. Une opération de secours est actuellement en cours et aucun bilan n'a été communiqué pour l'instant. Météo-France avait mis en garde ce week-end contre un important risque d'avalanche dans des Alpes en raison de la fragilité du manteau neigeux, selon des médias locaux.

AFRIQUE DU SUD: Décès de Winnie Mandela, l'ex-épouse de Nelson Mandela

Winnie Mandela, ex-épouse de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, est morte à l'âge de 81 ans, des suites "d'une longue maladie", lundi dans un hôpital de Johannesburg, a annoncé son porte-parole. "C'est avec une grande tristesse que nous informons le public que Mme Winnie Madikizela Mandela est décédée à l'hôpital Milkpark de Johannesburg lundi 2 avril", a déclaré Victor Dlamini dans un communiqué. Nomzamo Winifred Zanyiwe Winnie Madikizela-Mandela, plus connue sous le nom de Winnie Mandela, est une femme politique sud-africaine, membre et militante du Congrès national africain (ANC, parti au pouvoir en Afrique du Sud). Elle a été, de 1958 à 1996, la deuxième épouse de Nelson Mandela, président d'Afrique du Sud.

SUISSE : 3 blessés dans une avalanche dans le sud

Trois randonneurs ont été grièvement blessés dans une avalanche survenue dans la région du mont Pizzo Canà du Canton du Tessin, dans le sud de la Suisse, a annoncé lundi la police locale. Ils ont été emportés par l'avalanche avant d'être extraits de la neige par les autres randonneurs du groupe. Grièvement blessés, ces trois randonneurs ont été hélicoptérés à l'hôpital, tandis que les autres membres du groupe ont été conduits en lieu sûr par les secours. Les incidents dus à l'avalanche sont relativement fréquents en Suisse, un pays montagneux plébiscité par les amateurs des sports de neige.

AFS

ETATS-UNIS: Les normes antipollution des voitures vont être assouplies



Les normes limitant la pollution des voitures, qui devaient entrer en application en 2022, vont être revues et assouplies, a annoncé lundi l'agence de la protection de l'environnement américaine (EPA).

L'exemption dont bénéficie la Californie, l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis, pour fixer elle-même des normes plus strictes que le reste du pays pourrait également être modifiée. Surnommées "CAFE" (Corporate Average Fuel Economy), les normes pour la période 2022-2025 avaient été fixées par la précédente administration démocrate de Barack Obama peu avant l'arrivée du républicain Donald Trump à la Maison Blanche. Elles prévoyaient des augmentations graduelles de l'autonomie des véhicules pour atteindre un objectif de 54,5 miles pour un gallon d'essence (4,32 litres aux cent kilomètres) en 2025.

Les conclusions de l'administration Obama étaient erronées", a affirmé lundi dans un communiqué le responsable de l'EPA, Scott Pruitt. "Sous l'administration Obama, le processus d'évaluation des normes a été mené trop vite pour des raisons politiques et a

été établi sur des références qui ne correspondent pas à la réalité, fixant des normes trop élevées", a-t-il accusé.

La Californie, qui peut fixer des normes encore plus dures, a déjà fait savoir qu'elle les maintiendrait même si elles devaient être changées au niveau fédéral.

"L'exemption californienne est actuellement en cours d'examen par l'EPA", souligne toutefois le communiqué de l'agence. Cela pourrait ouvrir une longue bataille juridique entre la Californie, Etat traditionnellement démocrate, et l'administration républicaine de Donald Trump.

Le président américain avait annoncé dans les mois qui avaient suivi son arrivée à la Maison Blanche en janvier 2017 qu'il demanderait à l'EPA d'examiner les normes établies pour la période 2022-2025. Cette décision faisait partie de son intention de démanteler la majeure partie du "plan climat" établi par son prédécesseur. M. Trump a également décidé de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, estimant qu'il nuisait aux intérêts économiques américains.

BOLIVIE Un séisme de magnitude 6,8 frappe le pays



Un séisme de magnitude 6,8 s'est produit lundi à 209 km de Tarija, à l'extrême sud de la Bolivie, a annoncé l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis (USGS). Selon l'Institut, le foyer du tremblement de terre se trouvait à 557,5 km de profondeur.

L'USGS a d'abord indiqué que la magnitude du séisme était de 6,9 et que son hypocentre se trouvait à 553 km de profondeur, avant de revoir ces chiffres.

D'après l'USGS, les séismes profonds se produisent dans cette région à des profondeurs de 500 à 650 km et sont concentrés en deux zones: une qui s'étend sous la frontière Pérou-Brazil et une autre qui

s'étend du centre de la Bolivie au centre de l'Argentine.

Ces tremblements de terre ne sont généralement pas beaucoup ressentis à la surface. Le seul tremblement de terre qui constitue une exception a été celui qui a frappé le nord-ouest de la Bolivie en 1994. Le foyer de ce tremblement de terre de magnitude 8,2 se trouvait à 631 km de profondeur. Largement ressenti dans les deux Amériques, il a été jusqu'à récemment le plus important séisme profond enregistré. En mai 2013, il a cédé sa première place au séisme de magnitude 8,3 qui s'est produit à une profondeur de 610 km sous la mer d'Okhotsk, en Russie.

POLOGNE: 23 morts et plus de 300 blessés dans des accidents de la route durant le week end de Pâques



Vingt trois personnes ont été tuées et 303 autres blessées dans des accidents de la route survenus durant le week end de Pâques en Pologne, a indiqué mardi la police polonaise. "Depuis vendredi, 238 accidents ont eu lieu sur les routes polonaises lors du week end Pascal, du 30 mars au 2 avril, dans lesquels 23 personnes ont péri et 303 autres blessées", a précisé la même source.

Le nombre de victimes sur les routes de Pologne a toutefois baissé par rapport à l'année dernière, relève la même source, précisant qu'un renforcement des contrôles routiers a été opéré durant ce week end prolongé, une période de déplacements massifs des Polonais. En 2017, à la même période, 35 personnes ont trouvé la mort et 379 autres blessées dans 292 accidents de la route.

PRISE EN CHARGE DE L'AUTISME:

La formation en spécialistes soulignée à Alger

La formation du personnel spécialisé dans la prise en charge de l'autisme, dont les pédopsychiatres, a été soulignée, lundi à Alger, par de nombreux conférenciers, relevant l'important déficit dans ce domaine en Algérie.

"Il faut absolument former des pédopsychiatres, psycho-orthophonistes, psychocliniciens, psychothérapeutes, psychomotriciens, ergothérapeutes, etc.", a déclaré à l'APS, le chef de service à l'hôpital psychiatrique de Chéraga (Alger), le Pr Madjid Tabti, en marge d'une rencontre de célébration de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, placée cette année sous le slogan "Autisme : mobilisation des secteurs".

Relevant l'importance de la phase de repérage et du diagnostic à proprement dit de la maladie, le spécialiste a indiqué que "plus tôt celui-ci est fait, mieux c'est et passer à côté de cet aspect, retarde la prise en charge de la maladie", recommandant un diagnostic dès les premiers âges de l'enfant. D'où, a-t-il argumenté, "l'impératif de former les différents spécialistes intervenant dans la chaîne de suivi de l'enfant autiste".

"Il s'agit d'un véritable problème de santé publique, en raison d'une évolution exponentielle et effrayante du nombre des cas", a-t-il souligné s'agissant de l'incidence de l'autisme en Algérie, précisant que l'on est passé d'un (1) cas sur 65 voire 100 alors qu'on était à 1 naissance sur 10.000, il y a quelques an-



nées". A titre illustratif, il fait savoir qu'il reçoit dans le service qu'il gère une moyenne quotidienne de 4 à 5 nouveaux cas, entre mars 2015 et mars 2016, 400 cas. "Un chiffre énorme", soutient-il, au moment où l'hôpital de jour relevant du CHU de Chéraga ne dispose que d'une capacité d'accueil de 30 enfants et que la liste d'attente est estimée à 400, voire 500 patients.

Abordant ainsi une autre contrainte, celle de la disponibilité des structures spécialisées, le Pr Tabti, qui prend en charge, par ailleurs, 172 enfants autistes dans le centre spécialisé de Ben Aknoun, affirme qu'en dehors de la capitale, ce problème se fait ressentir avec davantage d'acuité.

C'est notamment le cas s'agissant de la scolarisation de cette frange de la société, déplorant qu'à l'intérieur du pays, les écoles sont parfois inexistantes ou trop éloignées des lieux d'habitation et lorsqu'elles existent, les parents d'élèves autistes sont

confrontés au déficit en auxiliaires de vie formés à cette pathologie.

Notant qu'il s'agit d'une maladie "très lourde socialement" et pouvant être à l'origine de l'éclatement de certaines familles, le Pr Tabti a expliqué que l'autisme est un phénomène médical et social très récent et méconnu, il y a seulement quelques années.

Le Pr Tabti s'est félicité, néanmoins, de ce que le travail de sensibilisation et de vulgarisation à l'autisme ait amené les familles des concernés à mieux accepter la maladie et s'est traduit par leur intérêt à assurer un suivi médical à leurs enfants malades. "De plus, a-t-il ajouté, la mise en place d'un Plan national pour l'autisme, ce n'est pas rien".

Intervenant en sa qualité de Sous-directeur de la Promotion de la santé mentale au ministère de la Santé, le Pr Mohamed Chakali est revenu sur l'évolution de la prise en charge de l'autisme par ce

département, notamment depuis 2016, date de mise en place du Comité national intersectoriel Autisme (CNIA), dont les 3 commissions sont à pied d'œuvre depuis.

"Ces dernières sont inhérentes à la prise en charge, la formation, et l'enquête épidémiologique", a-t-il détaillé, cette dernière étant lancée récemment et devant donner lieu à des pistes de réflexion et de travail, s'agissant notamment de la prévalence de la maladie à l'échelle nationale, de ses causes et manifestations. Le représentant du ministère de la Santé a particulièrement insisté sur la sectorialité que suppose le suivi d'un autiste, dans le sens où il implique notamment les départements de l'Education nationale, de la Solidarité nationale ainsi que de la Formation professionnelle, lesquels sont interpellés quant à la formation du personnel intervenant dans l'accompagnement des autistes et relevant de leurs prérogatives.

ORAN

La tuberculose au centre d'une journée scientifique demain

L'Établissement hospitalo-universitaire 1er Novembre d'Oran abritera demain dans le cadre de la célébration de la journée internationale de lutte contre la tuberculose (24 mars de chaque année), une journée scientifique sur cette maladie infectieuse. Organisée par l'Observatoire régional de la santé d'Oran (ORS), en collaboration avec la direction locale de la Santé et de la Population, avec la participation de spécialistes de l'EHU et du CHU d'Oran, cette journée sera consacrée à la présentation d'une évaluation complète et actualisée de la situation épidémiologique de la tuberculose, et les progrès accomplis en matière de soins et de prévention, a souligné le Dr Nawel Belarbi, directrice de l'ORS. Par ailleurs, le chef du service pneumologie à l'EHU d'Oran a indiqué à l'APS que le nombre de cas de tuberculose est plus important dans les wilayas de l'Ouest du pays avec une incidence plus élevée par rapport à la moyenne nationale. Alors que la moyenne nationale serait de 56 cas pour 100.000 habitants, l'incidence dans la région Ouest dépasse les 60 cas pour 100.000 habitants, précise le spécialiste, ajoutant que cette tendance persiste depuis plusieurs années. Difficile d'en expliquer les causes, a-t-il relevé, estimant qu'il faut faire des études épidémiologiques pour définir les causes de cette tendance. D'une manière plus globale, le nombre de cas de tuberculose est toutefois en nette régression en Algérie depuis quelques années grâce à une meilleure prise en charge et les campagnes de sensibilisation et de dépistage, a encore noté le spécialiste.

BISKRA :

Ouverture d'une nouvelle unité de néphrologie et d'hémodialyse à Zeribet El-Oued

Une nouvelle unité de néphrologie et d'hémodialyse a été ouverte lundi à l'établissement public hospitalier (EPH) de la commune de Zeribet El Oued dans la wilaya de Biskra, a indiqué à l'APS, le directeur de la santé et de la population (DSP), Mohamed Laib. Cette nouvelle unité, dotée de matériels médicaux nécessaires dont cinq (5) équipements d'hémodialyse, assurera, dans un premier temps, "la prise en charge quotidienne de 15 patients souffrant d'insuffisance rénale" a précisé le même responsable, soulignant que ce nombre sera revu à la hausse "dans un avenir proche". Le personnel médical, composé de praticiens et de paramédicaux a bénéficié d'une formation spécialisée à l'établissement public hospitalier Bachir Benacer au chef lieu de wilaya, devant permettre une prise en charge adéquate des malades, selon le même responsable qui a ajouté que l'ouverture de cette nouvelle unité s'inscrit dans une démarche visant à rapprocher les prestations des malades. La mise en service de cette structure de santé permettra aussi d'alléger la souffrance des patients atteints d'insuffisance rénale des communes de la région Est de cette wilaya et de leur épargner le déplacement régulier aux établissements hospitaliers du chef lieu de wilaya pour l'hémodialyse, a-t-on encore précisé, rappelant que les patients des communes de l'Est de Biskra effectuaient plus de 160 km pour atteindre le plus proche EPH pour des séances d'hémodialyse.

DÉPISTAGE PRÉCOCE DE L'AUTISME:

Le rôle des parents et des praticiens mis en exergue à Oran

Le rôle majeur incombant aux parents et aux praticiens pour le dépistage précoce de l'autisme a été mis en relief lundi à Oran par des spécialistes, à l'occasion de la journée mondiale de sensibilisation sur cette pathologie.

Des professionnels de la santé approchés par l'APS s'accordent à mettre l'accent sur la sensibilisation à l'importance du dépistage précoce, suggérant dans ce sens la mise à disposition d'un guide pratique sur les signes cliniques de l'autisme, à l'usage des praticiens et des parents.

"Le rôle majeur en la matière est à l'actif des parents et des praticiens", soutient la neuropsychologue Fatima Benmoufok qui insiste sur la nécessité d'élaboration d'un guide national sur les signes cliniques de l'autisme. "La disponibilité permanente de ce guide spécifique à l'autisme au niveau des structures sanitaires, dont les polycliniques de maternité, renforceraient assurément les moyens de dépistage", a-t-elle estimé.

"Plus tôt le diagnostic est posé, plus efficace sera la démarche thérapeutique comportementale à mettre en oeuvre pour l'enfant", a expliqué la spécialiste à la lumière de son expérience avec cette catégorie aux besoins spécifiques.

En l'absence de traitement avéré pour

l'autisme, qui fait toujours l'objet d'études dans le champ de la recherche médicale, la méthode comportementale (psychopédagogique) demeure la démarche essentielle à appliquer pour développer les facultés cognitives du jeune sujet.

"Il n'y a pas de médicament pour l'autisme", a précisé Mme Benmoufok en qualifiant de "fausse solution" le recours à certains produits destinés à calmer les troubles du comportement du petit. Pour la spécialiste, seules certaines pathologies aux symptômes proches de ceux l'autisme peuvent nécessiter une prise en charge médicamenteuse. Le diagnostic de l'autisme, quant à lui, ne peut être posé de manière définitive que par un neuropsychologue, et ce, après accomplissement de tests d'observation du petit et d'entretiens avec les parents. Ces derniers sont ensuite orientés vers d'autres spécialistes afin d'éliminer les autres causes potentielles (problèmes auditifs, épilepsie), et ce, par des examens cliniques, d'imagerie, et d'analyses (sang, caryotype).

Une fois le diagnostic posé, débute alors la prise en charge comportementale selon des méthodes adaptées aux besoins de chaque enfant, sachant qu'il existe différents types de trouble du spectre autistique, certains nécessitant aussi des séances d'orthophonie. De son côté, le neurologue Nou-

reddine Bengamra a abondé dans le même sens pour mettre en relief l'intérêt du dépistage précoce, l'approche thérapeutique comportementale, l'accompagnement scolaire et dans le monde du travail, ainsi que la prise en charge par des centres médico-psycho-pédagogiques".

"Les causes de l'autisme ne sont pas encore connues, hormis des hypothèses sur des difficultés pré ou post-natales, les facteurs environnementaux ou des différences cérébrales et autres anomalies liées à la théorie de l'esprit", a-t-il relevé.

L'autisme est un trouble précoce neuro-développemental qui se manifeste par des particularités de communication et des interactions sociales avec des intérêts et comportements restreints et répétitifs, a-t-il expliqué. Ces troubles, a-t-il ajouté, incluent des difficultés d'apprentissage social et de communication, l'autiste pouvant maîtriser le langage ou non, avec des retards scolaires, une déficience intellectuelle ou une intelligence supérieure. Plusieurs associations oeuvrent à l'inclusion des enfants autistes à Oran, avec l'appui d'institutions partenaires à l'instar des directions de la santé, de l'action sociale, de l'éducation, de la jeunesse et des sports et de la formation professionnelle.

APS

HYPERTENSION BIENTÔT UN VACCIN ?

Pour lutter contre l'hypertension, la prise de médicaments pourrait être remplacée par un vaccin.

L'hypertension est un trouble cardiovasculaire qui concerne plus de 10 millions de personnes en France. Elle se caractérise par une pression anormalement forte du sang sur la paroi des artères et présente des risques pour le cœur, les reins ou encore les yeux.

Pour la traiter, il faut actuellement prendre des médicaments au quotidien. En complément d'un changement de son hygiène de vie, il existe des antihypertenseurs : bêtabloquants, diurétiques, inhibiteurs de l'enzyme de conversion de l'angiotensine... Un médecin peut prescrire une combinaison de plusieurs médicaments et le traitement peut s'avérer fastidieux.

Des chercheurs japonais en quête d'un vaccin

Pour y remédier, des chercheurs de l'université d'Osaka, sous la direction du docteur Hiroshi Koriyama, ont mis au point un vaccin à ADN à base d'angiotensine II (AngII). Son effet est d'augmenter la tension artérielle. La réponse immunitaire au contact de cette substance est d'inhiber



l'augmentation de la tension. Grâce aux mécanismes de mémoire immunitaire, le vaccin serait efficace pendant plus de six

mois. Le vaccin a été testé sur des souris. Leur tension a baissé d'environ 20% pendant au moins six mois. Encouragés par ces

résultats, les chercheurs espèrent commencer les essais cliniques sur l'être humain d'ici deux à trois ans.

LE SUCRE SERAIT UNE SOURCE D'HYPERTENSION

Le sucre serait plus néfaste pour la pression artérielle que le sel, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *British Medical Journal*. En consommer moins serait aussi important pour lutter contre les maladies cardiovasculaires.

Un régime alimentaire et un mode vie sain seraient les meilleures armes pour traiter l'hypertension et lutter contre les maladies cardiovasculaires. Mais les recommandations alimentaires devraient accorder plus d'importance à la réduction de la consommation du sucre ajouté par l'industrie agro-alimentaire dans de nombreuses préparations. Il serait en effet en cause dans l'hypertension et les maladies cardiovasculaires, selon les chercheurs de l'Institut de cardiologie Mid America de Saint Luc. Les chercheurs montrent particulièrement du doigt le sucre au sirop de maïs (le sucre le plus utilisé dans les préparations industrielles). Le sucre contenu dans les fruits ne serait pas en cause.

«Une consommation quotidienne de



plus de 74 grammes de sucre de sirop de maïs augmenterait de 30% le risque d'avoir une pression artérielle supérieure à 14/9 et de 77% le risque d'une pression plus haute que 16/10». La pression artérielle est dite normale lorsqu'elle est inférieure à 14/9.

Or, une grande part des sucres consommés aujourd'hui sont cachés dans des aliments transformés qui ne sont pas toujours considérés comme des sucreries. Par exemple, 1 cuillère à soupe de ketchup contient environ 1 morceau de sucre.

«Tout comme la plupart du sodium alimentaire ne vient pas de la salière, le sucre alimentaire ne vient pas du sucrier. Pour réduire sa consommation de sucres, il faut limiter les aliments transformés contenant trop de sucre de sirop de maïs», explique James DiNicolantonio, chercheur en cardiologie préventive à l'Institut de cardiologie Mid America de Saint Luc (Etats-Unis).

«Améliorer le régime alimentaire et le mode de vie est essentiel pour réduire les risques de maladies cardiovasculaires dans la population mondiale, car ces pathologies provoquent énormément de décès dans le monde», rappellent les chercheurs. Les maladies cardiovasculaires provoquent en Europe deux fois plus de décès que les cancers et tuent environ 4 millions de personnes par an. 1,8 million souffrent de maladies coronariennes, 1 million des suites d'un AVC et 1,2 d'autres maladies cardiaques.

Il est donc recommandé de ne pas dépasser la dose quotidienne de 6 morceaux de sucre pour les adultes et 3 pour les enfants.

L'HYPERTENSION EST PLUS DANGEREUSE POUR LA FEMME

Les femmes hypertendues ont 30% de risques supplémentaires de développer des maladies cardiovasculaires que les hommes selon une nouvelle étude scientifique américaine. L'hypertension est plus dangereuse pour la femme. En effet, les femmes hypertendues seraient plus touchées que les hommes hypertendus par les maladies cardiovasculaires, selon une nouvelle étude scientifique américaine publiée dans de la revue spécialisée *Therapeutic*

Advances in Cardiovascular Disease. Aux Etats-Unis, la mortalité cardiovasculaire a baissé chez les hommes, mais elle a augmenté de 30% chez les femmes. Suite à ce constat médical, les chercheurs du Wake Forest Baptist Medical Center (Etats-Unis) ont voulu comprendre et analyser les facteurs de risques de l'hypertension chez les femmes et les hommes. Ils ont analysé les mécanismes biologiques de 100 hommes et femmes hypertendus non traités. Les chercheurs

ont constaté que les femmes avaient un risque de 30% supérieur de développer des maladies cardiovasculaires que les hommes. Suite aux résultats de son étude, le Dr Carlos Ferrario, professeur de chirurgie au Wake Forest Baptist appelle donc «les professionnels de santé à prendre en considération le sexe comme un facteur dans le choix des antihypertenseurs et à se poser la question d'un traitement plus précoce pour les femmes. »



La pastèque réduit le risque d'hypertension



La pastèque réduit de manière significative la pression artérielle chez les personnes en surpoids. Cela réduit aussi le risque de faire un infarctus. C'est une découverte inattendue que les chercheurs de l'Université de Floride ont faite en étudiant un groupe de 13 hommes et femmes d'âge moyen souffrant d'hypertension artérielle. Ils se sont aperçus en effet que manger de la pastèque réduit la pression artérielle sur le cœur et l'aorte. Partant du constat qu'il y a plus de crises cardiaques quand il fait froid, le Professeur Arturo Figueroa et son équipe ont placé les patients dans des conditions de froid artificielles car le froid force le cœur à « pomper » plus fort et augmente la pression dans les artères. Puis la moitié des participants a reçu des extraits de pastèque à « pomper » 14 grammes d'acide aminé L-citrulline et deux grammes de L-arginine par jour) tandis que l'autre moitié a reçu un placebo. Le résultat d'étude a montré que la pastèque réduit la pression artérielle et le stress cardiaque, même dans des conditions de froid.

Un adulte sur trois souffre d'hypertension artérielle

«Les composés de la pastèque réduisent la surcharge de travail du cœur et permettent à la tension artérielle de ne pas grimper de manière soudaine», explique le Professeur Figueroa.

L'hypertension, ou tension artérielle élevée, est une maladie dans laquelle les vaisseaux sanguins subissent en permanence une pression élevée. Or, plus la pression est élevée, plus le cœur doit pomper, plus le risque d'endommager le cœur ou les vaisseaux du cerveau ou des reins est important.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le monde, plus d'un adulte sur trois souffre d'hypertension artérielle, un état pathologique à l'origine de la moitié environ des décès dus aux accidents vasculaires cérébraux et aux cardiopathies. C'est pourquoi l'hypertension artérielle est au centre de toutes les attentions.

Il y a une semaine une autre étude annonçait que les exercices d'aquagym pratiqués dans une piscine à 32° serait également un remède pour faire baisser la tension.

LES PREMIERS SIGNES DU VIEILLISSEMENT APPARAISSENT DÈS LA VINGTAINE

Les premiers signes du vieillissement peuvent apparaître avant 30 ans, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

Les signes du vieillissement pourraient être détectés dans la vingtaine. En effet, certaines personnes de 38 ans affichent un âge biologique de 60 ans et auraient un métabolisme qui vieillirait biologiquement de 3 ans en 1 an. Et les premiers signes de vieillissement apparaîtraient dès 26 ans.

Les chercheurs de l'université Duke (Etats-Unis) ont étudié les reins, la foie, les poumons, la dentition, les vaisseaux sanguins, le métabolisme et le système immunitaire à l'âge de 26, 32 puis 38 ans d'un groupe de 954 personnes nées en Nouvelle-Zélande en 1972 et 1973. Les scientifiques ont constaté qu'à 38 ans, certains des participants avaient un âge biologique de moins de 30 ans et d'autres le métabolisme d'une personne de 60 ans.

«Ils se sont attardés sur l'évolution des personnes qui vieillissent le plus vite et ont remarqué que cet effet était remarquable dès leurs 26 ans (âge le plus jeune de l'étude). Ces participants affichaient un vieillissement biologique de trois ans en une année, alors que le autre participants vieillissaient, d'une année biologique par an, voire moins.

«Les personnes qui vieillissent vite affichent des résultats plus mauvais lors d'examens généralement soumis aux personnes de plus de 60 ans, comme des tests d'équilibre, de coordination et de résolution de problèmes», explique Terrie Moffitt, professeur de psychologie et de neurosciences à l'université Duke



et principal auteur de l'étude.

«Les conclusions de cette étude nous donnent l'espoir que la médecine pourrait être capable de ralentir le vieillissement et offrir aux gens des années plus actives», explique le pro-

fesseur Terrie Moffitt. « Et ouvre la voie à une meilleure connaissance du vieillissement dès les plus jeunes années, lorsqu'il est encore temps d'agir pour éviter certaines maladies» conclut le chercheur.

LE SPORT EXTRASCOLAIRE AIDE LES ENFANTS À ÊTRE PLUS DISCIPLINÉS DANS LA CLASSE

Le sport régulier peut aider les enfants à davantage s'engager pendant les cours, selon une étude canadienne publiée dans l'*American Journal of Health Promotion*.

L'étude a montré que les enfants qui faisaient du sport comme activité extrascolaire se montraient plus disciplinés et astucieux en classe que leurs camarades.

Linda Paganí, docteurante à l'Université de Montréal a expliqué, « On utilisait l'information fournie par les parents et les enseignants pour comparer les activités des enfants à la maternelle avec leur implication dans la classe en grandissant ».

Elle a ajouté que « Avant d'entrer au CE2, les enfants qui suivaient des cours de sport pouvaient

mieux suivre les instructions et rester concentrés dans la classe. Il y a quelque chose de particulier dans l'environnement du sport, peut-être le sentiment d'appartenir à une équipe qui partage un objectif commun, qui semble aider les enfants à comprendre l'importance du respect des règles et des responsabilités ».

Pour leurs recherches, Paganí et ses collègues ont analysé les données obtenues de l'étude du Québec Longitudinal Study on Child Development sur 2 694 enfants nés entre 1997 et 1998.

Selon les chercheurs, les activités sportives et les capacités de concentration sont intrinsèquement liées. Cette information pourrait être utilisée aux écoles pour bénéficier des élèves. Par ailleurs, les élèves qui ne font pas



assez d'exercices peuvent être ciblés pour diminuer le taux d'obésité et du décrochage scolaire.

Les chercheurs espèrent que ces découvertes pourront aussi

encourager les changements hors du cadre scolaire en menant à un meilleur accès aux parcs et aux espaces verts pour les enfants et leurs familles.

DROGUE : LE SUBUTEX SOUS SURVEILLANCE

La commission addictions de l'Académie de médecine demande aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour renforcer la lutte contre le trafic du Subutex, un médicament prescrit aux héroïnomanes pour atténuer les effets du sevrage. Le nombre d'héroïnomanes actuellement traités avec de la buprénorphine (le Subutex) est estimé à 150 000 en France. Ce médicament est prescrit comme produit de substitution aux opiacés en période de sevrage, pour en atténuer les effets. Sa prescription est associée à une prise en charge médicale et ne peut être prescrite qu'après un traitement bien conduit par mé-

thadone. Mais le Subutex est aujourd'hui détourné de son usage et recherché par les héroïnomanes qui l'utilisent en injection intraveineuse après l'avoir dissous dans l'eau. Une pratique que l'Académie de médecine pointe du doigt en interpellant les pouvoirs publics, car elle est à l'origine de 30 à 40 décès chaque année.

«Des mesures ont été prises en 2009 par les pouvoirs publics pour combattre le mésusage de ce produit mais on constate aujourd'hui l'insuffisance des résultats obtenus» insiste l'Académie de médecine. Pour lutter contre le trafic du Subutex, qui coûte environ 250 mil-

lions par an aux organismes payeurs, l'Académie conseille aux médecins de préférer la prescription des génériques du Subutex, moins solubles, qui ne peuvent être utilisés en injection. «On peut recourir aussi à la Suboxone® qui associe la naloxone à la buprénorphine. Cette association prévient l'effet shoot recherché par l'injection de buprénorphine» ajoute-t-elle.

Enfin, elle insiste auprès des médecins et professionnels de santé pour que l'objectif d'un sevrage soit véritablement privilégié et que, dans ce but, la méthadone soit prescrite en première intention.

SOMALIE

L'ONU et l'UA plaident pour un transfert de sécurité sans mettre en péril les efforts de paix



Les représentants spéciaux de l'Union africaine (UA) et de l'ONU ont appelé à un transfert progressif des responsabilités sécuritaires des troupes de l'Union aux forces de sécurité somaliennes, a annoncé lundi la mission de l'UA dans ce pays (AMISOM).

Ramtane Lamamra et Jean-Marie Guehenno, respectivement représentants spéciaux de l'UA et de l'ONU en visite dimanche à Mogadiscio pour discuter du financement durable des opérations de paix en Somalie, ont déclaré que le transfert des missions sécuritaires devrait se faire sans perturber les progrès déjà réalisés au niveau de la protection du pays.

"Il est très important que le transfert progressif de l'AMISOM aux autorités somaliennes se fasse de manière à ce que tous les efforts réalisés jusqu'à présent ne soient pas mis à mal", a insisté le représentant de l'ONU dans un communiqué publié à Mogadiscio.

M. Guehenno a noté la présence d'une multiplicité d'acteurs qui soutiennent les programmes de sécurité et de paix en Somalie et a souligné leur importance pour la paix durable.

"Dans la phase à venir, la coordination entre tous ces acteurs est plus importante que jamais et est bien entendu une question très sensible", a-t-il expliqué. L'AMISOM a développé un plan de transition conditionnel pour transférer la sécurité nationale des troupes de l'AMISOM aux forces de la sécurité somaliennes.

La visite d'évaluation des représentants en Somalie fait partie des consultations menées actuellement sur les opérations de soutien de paix de l'AMISOM dirigées par l'UA et l'ONU.

A Mogadiscio, les deux représentants spéciaux qui se sont entretenus avec le président somalien et le Premier ministre ont déclaré que les discussions ont porté sur la réalisation d'une transition paisible de la sécurité de l'AMISOM aux forces de sécurité somaliennes.

Francisco Madeira, représentant spécial de l'UA pour la Somalie, craint que des fonds imprévisibles puissent avoir des répercussions importantes pour la Somalie. "Ce n'est plus une question de charité. Soutenir la force somalienne ou l'AMISOM n'est pas du tout de la charité."

Le succès de la sécurité en Somalie, sous tous ses aspects, signifie du succès pour tout, y compris pour le commerce international", a affirmé M. Madeira. Une fois leur évaluation achevée, les représentants remettront un rapport, qui participera aux décisions de la Commission de l'UA et de l'ONU sur le niveau de financement et de soutien logistique nécessaire à l'AMISOM.

SAHARA OCCIDENTAL

«L'occupation marocaine n'a d'autre choix que de se conformer à la légalité internationale et au droit international»

Le membre du Secrétariat national du Front Polisario et coordinateur du Front Polisario avec la Minurso, Mhamed Kheddad a affirmé, lundi, que l'occupation marocaine n'a d'autre choix que de se conformer à la légalité internationale et au droit international, indiquant que la force de la réalité au Sahara occidental et l'orientation effective vers une solution définie par les résolutions du Conseil de sécurité consacrant le droit du peuple sahraoui à la décolonisation et à l'autodétermination "ont resserré l'étau autour de l'occupant marocain et l'ont contraint à détourner l'attention de l'opinion publique sur ses défaits consécutives".

S'exprimant sur la série de déclarations, de communiqués et de menaces publiés à l'issue de la réunion de dimanche des Commissions de la défense et des affaires étrangères au parlement marocain, M. Kheddad a dit que "l'occupant marocain n'a aujourd'hui d'autre choix que de se conformer à la légalité internationale et au droit international, car toute tentative d'entraver les efforts pacifiques, le mettra de nouveau en confrontation avec l'ONU..."

et que toute tentative visant à altérer la réalité, le confrontera à l'armée de libération populaire sahraouie".

La force de la réalité au Sahara occidental, la solidité de la position africaine, les arrêts de la CJUE, les orientations du Secrétaire général de l'ONU, la rigueur de l'émissaire spécial à appliquer les résolutions de l'ONU et l'orientation effective vers une solution clairement définie dans les résolutions de l'ONU dont la dernière fut la résolution 2351 qui affirme le droit du peuple sahraoui à la décolonisation et à l'autodétermination ont permis de "resserrer l'étau autour de l'occupant marocain", a affirmé le responsable sahraoui.

M. Kheddad a précisé, en outre, que cette situation avait poussé le Maroc à tenter vainement de "se dérober en recourant aux allégations fallacieuses et infondées et semer l'anarchie pour détourner l'attention de l'opinion interne sur ces défaits consécutives subies, sur la voie du parachèvement du processus de décolonisation".

Dans le même contexte, il a exprimé "la disposition de l'armée de libération sahraouie à répondre fermement et avec force à toute tentative marocaine portant atteinte aux territoires libérés", soulignant que l'occupant marocain "ne dispose d'autre choix que de se conformer à la légalité internationale et au droit international, sinon il sera confronté à l'Armée de libération sahraoui".

"Bien qu'il soit tenu par l'accord militaire No1 et tous les accords militaires sur le cessez-le-feu et soutienne sérieusement les efforts du Secrétaire général onusien et de son émissaire spécial visant à trouver une solution pacifique, juste et durable consacrant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, le Front Polisario est également disposé à répondre avec



rigueur à toute menace pouvant porter atteinte aux territoires libérés", a tenu à rappeler, par ailleurs, le coordonnateur sahraoui avec la Minurso.

Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita avait déclaré, dimanche, que le mur de la honte qui divise les territoires sahraouis et qu'il avait qualifié de "mur de défense", n'a jamais été érigé en tant que frontières (...) cette région est placée exclusivement sous la responsabilité de l'ONU et de ce fait, ses territoires ne sont pas libérées".

Le ministre marocain a prétendu que les Sahraouis se seraient approchés du mur et se trouvent dans la zone qui est contrôlée par la Minurso, faisant propager l'idée que ceci "constitue une violation gravissime des accords militaires, appelant l'ONU à intervenir".

Les déclarations marocaines interviennent au moment où l'envoyé onusien pour le Sahara Occidental Horst Kohler intensifie ses efforts à l'effet de mettre fin au conflit, en effectuant des consultations et entretiens avec plusieurs parties en préparation de la reprise de négociations directes et sans conditions préalables entre le Front Polisario qui est le seul représentant légal du peuple sahraoui et le Royaume du Maroc.

Le Maroc refuse d'engager des négociations directes avec le Front Polisario et poursuit ses manœuvres pour faire reporter cette étape ayant eu récemment le soutien du Conseil de sécurité qui a exhorté M. Kohler à poursuivre ses consultations et ses orientations sur la matière.

Outras sa part, l'ambassadeur des

Etats-Unis d'Amérique en Algérie, John Desrocher avait affirmé lors de la visite qu'il avait effectuée dans les camps de réfugiés sahraouis, la semaine dernière, pour constater la situation humanitaire dans les camps que "les Etats-Unis soutiennent fermement le processus de négociations mené par l'ONU en vue d'aboutir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental".

Ces manœuvres et cette campagne de désinformation orchestrés par le Maroc coïncident avec la tenue à Alger de la 6e Conférence internationale sur "Le droit des peuples à la résistance: Le cas du peuple sahraoui" et qui a connu un grand succès, concrétisé par le renouvellement du soutien à la lutte du peuple sahraoui.

Cette 6e conférence internationale a connu la participation de 53 pays étrangers et une présence distinguée des pays arabes, ce qui indique que les regards des Arabes étaient braqués sur le Sahara Occidental en tant que dernière colonie en Afrique.

Les participants à la 6e Conférence internationale ont réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et la légitimité de son combat contre l'occupation marocaine, exhortant l'ONU à assumer ses responsabilités, en accélérant l'organisation du référendum d'autodétermination, à mettre fin à l'occupation dont souffre le peuple sahraoui depuis des décennies et à assumer la responsabilité de la protection et de la surveillance des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés.

CENTRAFRIQUE

15 personnes enlevées par la LRA puis libérées, 10 disparus

Quinze personnes enlevées dimanche par le groupe armé Armée de résistance du Seigneur (LRA) ont été libérées le même jour et une "dizaine" d'autres sont portées disparues dans le sud-est de la Centrafrique, ont annoncé lundi les autorités centrafricaines et l'ONU.

Les forces armées centrafricaines (Faca) "ont été averties" dimanche matin d'une attaque de la LRA à Koubou, à 17 km d'Obo, et ont contacté la force de la Minusca, la mission de l'ONU en RCA, a expliqué lundi lors d'une conférence de presse Ange Maxime Kazagui, porte-parole du gouvernement.

Lors de l'opération conjointe Faca-Minusca, "il y a eu des échanges de coups de feu, initiés par la LRA, qui ont entraîné une riposte et la libération des otages".

"Ils sont arrivés dans le village vers 5 heures du matin, en tirant des coups de feu", a expliqué Laurent

Wastelain, représentant de l'ONU à Obo, cité par l'AFP.

Une "dizaine" de personnes restaient lundi introuvables, selon M. Kazagui.

On ignore si elles ont été enlevées par le groupe armé ou si elles ont fui en brousse.

Créée vers 1986 avec l'objectif de renverser le président ougandais Yoweri Museveni, la LRA emmené par Joseph Kony a longtemps été considérée comme une des rébellions les plus sanglantes au monde (plus de 100.000 morts selon l'ONU).

Mais, après une traque entre 2011 et 2017 par 2.000 soldats ougandais appuyés par une centaine de conseillers militaires américains basés à Obo, la guérilla, qui voulait instaurer en Ouganda un régime basé sur les Dix commandements, s'est affaiblie.

Désormais divisée en trois groupes, elle ne compte-

rait plus que 200 membres, femmes et enfants compris, selon l'ONU à Obo, et serait passée d'une économie de profit à une économie de "pillage et de trafic".

La libération des 15 otages montre la complémentarité d'action entre les Faca et la Minusca, a déclaré Hervé Verhoosel, directeur de la communication de la Minusca, lors de la conférence de presse.

Le départ des Ougandais et des Américains en 2017 s'est accompagné d'une crainte d'un retour de la guérilla dans la zone.

Depuis le 19 avril 2017, date du début du retrait progressif des forces ougandaises, la LRA a frappé 41 fois en Centrafrique, tuant 9 civils et enlevant 149 personnes, selon CrisisTracker, un site géré par une ONG qui en recense les attaques.

PALESTINE

Au moins 12 Palestiniens blessés lors de rassemblements dans la bande de Gaza

Au moins douze Palestiniens ont été blessés hier lors de rassemblements organisés dans la bande de Gaza par Israël, selon des secouristes.

Environ douze manifestants palestiniens ont été blessés par les tirs des soldats israéliens, a déclaré Ashraf al-Qedra, porte-parole du ministère de la Santé de Gaza.

Des dizaines d'autres ont été soignés sur place après avoir inhalé du gaz lacrymogène, a-t-il ajouté.

Un peu plus tôt lundi, M. al-Qedra a également annoncé qu'un Palestinien de 29 ans, Fares al-Reqeb, était décédé des suites de blessures subies vendredi, lorsque des soldats israéliens ont ouvert le feu sur des manifestants palestiniens dans l'est de Ghaza, le blessant gravement à l'abdomen.

Des affrontements sans précédent entre des centaines de manifestants palestiniens et les soldats israéliens ont éclaté vendredi, dans le cadre d'un rassemblement palestinien de six semaines appelé "Grande



marche du Retour". M. al-Qedra a déclaré que depuis vendredi, 16 Palestiniens avaient été tués et plus de 1 600 autres blessés dans la bande

de Gaza, la plupart du temps par des tirs israéliens. Deux autres corps sont encore aux mains de l'armée israélienne, a-t-il ajouté.

AFGHANISTAN

Les Talibans multiplient les attaques nocturnes en ayant recours aux équipements américains acquis illicitement

Le commandement américain pense étendre l'accès des forces de sécurité afghanes aux appareils de vision nocturne pour équilibrer leurs chances dans les combats contre les Talibans équipés d'appareils de fabrication américaine dérobés aux forces gouvernementales et internationales ou achetés sur le marché noir, a rapporté la presse américaine dimanche.

Les Talibans ont multiplié les attaques contre les forces de sécurité à travers l'Afghanistan en utilisant des lunettes de vision nocturne et des lasers infrarouges sur leurs armes, selon le "New York Times".

Un responsable militaire américain a communiqué au média, en se référant à des données internes du Pentagone, qu'entre 2014 et 2017, le nombre d'attaques nocturnes avait doublé.

La source a ajouté que le nombre d'Afghans blessés ou tués dans les attaques nocturnes avait presque triplé au cours de la même période.

"Cela a forcé les commandants américains à repenser l'accès limité qu'ils donnent aux forces de sécurité é afghanes aux appareils de vision nocturne", a-t-il dit.

Le commandement estime maintenant que refuser cet équipement coûteux à ces forces les désavantage

technologiquement, avec des conséquences potentiellement mortelles.

Pendant des années, les responsables américains étaient réticents à fournir du matériel de vision nocturne aux soldats et aux policiers afghans par "crainte d'une corruption généralisée en leur sein".

Ces équipements, notamment des casques et des lasers infrarouges, sont habituellement fournis uniquement aux commandos d'élite afghans et aux unités policières des forces spéciales, selon des responsables américains.

Jusqu'à présent, le Pentagone leur en fournissait en quantités limitées.

Les restrictions tiennent au fait que souvent, l'équipement livré n'était pas restitué "sous prétexte de son perte au combat, ce qui s'est avéré faux".

À l'heure actuelle, environ 15.000 soldats américains sont déployés en Afghanistan.

Les Etats-Unis, interviennent depuis octobre 2001 en Afghanistan, ce qui leur a coûté 680 milliards de dollars, selon les estimations du Pentagone.

Depuis lors, 2.350 militaires américains ont été tués et plus de 20.000 ont été blessés.

COSTA RICA

Le président élu veut un gouvernement d'union nationale

Le président élu du Costa Rica, Carlos Alvarado, a entamé lundi des consultations avec les forces politiques représentées au parlement en vue de former un gouvernement d'union nationale quand il prendra ses fonctions le 8 mai.

M. Alvarado, ex-ministre du Travail de centre gauche de 38 ans, a écrit aux sept groupes parlementaires qui formeront la nouvelle Assemblée nationale, appelée à prendre ses fonctions le 1er mai, afin de les inviter à participer à l'élaboration d'un programme national et au futur gouvernement.

Dans son courrier, le président élu dit avoir reçu "le mandat clair de former, à l'occasion du bicentenaire de notre indépendance, un gou-



vernement d'union nationale faisant appel aux différentes forces politiques".

Le Costa Rica célébrera ses 200 ans d'indépendance en 2021.

Egalement journaliste, Carlos Alvarado a largement remporté dimanche, avec plus de 60% des voix, le second tour de la présidentielle

face à Fabricio Alvarado (sans lien de parenté), pasteur évangélique de 43 ans.

Selon l'analyste politique Gustavo Araya, de la Faculté latinoaméricaine de sciences sociales, son score élevé devrait faciliter le travail du président élu, même si son parti Action citoyenne (PAC) n'aura que 10 des 57 sièges

de l'Assemblée. Le parti PAC, formation au pouvoir créée en 2000, a remporté sa deuxième présidentielle consécutive avec la victoire de Carlos Alvarado, au terme d'une campagne marquée par le débat sur le mariage gay, actuellement interdit dans le pays.

Elu pour quatre ans, le nouveau président est favorable à la laïcité et à plus d'intervention étatique dans l'économie.

Il a déclaré vouloir "unir" le pays pour le faire "aller de l'avant".

Le Costa Rica est considéré comme un des pays les plus progressistes de la région, avec un taux d'alphabétisation de 97,5% et un investissement supérieur à 7% du PIB dans l'éducation, selon l'Unesco.

YÉMEN

16 morts dans un raid aérien attribué à la coalition près de Hodeida

Seize personnes ont été tuées lundi dans un raid aérien attribué à la coalition sous commandement saoudien contre un bâtiment abritant des Houthis près du port de Hodeida, dans l'ouest du Yémen, ont indiqué des sources de sécurité. Le bâtiment visé se trouve à Al-Saleh, localité de la province de Hodeida, dont le port est contrôlé par les Houthis, ont précisé ces sources, alors que des informations contradictoires circulent sur la présence de civils parmi les personnes tuées.

La télévision al-Massirah, contrôlée par les rebelles, a évoqué un raid aérien contre un camp de personnes déplacées et affirmé que des femmes et des enfants figuraient parmi les morts.

Mais les sources de sécurité ont démenti la présence de personnes déplacées dans le bâtiment visé. Selon elles, un deuxième raid a visé, dans la même zone, la résidence d'un dirigeant rebelle.

Aucun bilan de cette attaque n'a été avancé.

Le porte-parole de la coalition, le colonel saoudien Turki al-Maliki, a indiqué que le premier raid ferait l'objet d'une enquête et qu'il était inapproprié de le commenter avant les résultats de cette investigation.

La coalition, qui soutient le gouvernement yéménite internationalement reconnu, a été accusée de plusieurs bavures ayant coûté la vie à des centaines de civils.

La guerre au Yémen a fait depuis trois ans près de 10.000 morts et plus de 54.000 blessés, dont de nombreux civils, et provoqué ce que l'ONU qualifie de "pire crise humanitaire du monde".

AFGHANISTAN

Plus d'une dizaine de morts dans une frappe aérienne

Une attaque aérienne des forces de sécurité menée lundi sur la zone de Daftani (district de Dasht Archi, province septentrionale de Kunduz) a tué plus d'une dizaine de personnes et a blessé beaucoup d'autres, a annoncé un responsable local. "Un rassemblement était en cours dans la zone de Daftani cet après-midi, lorsque des avions ont tué plus d'une douzaine de personnes, dont des talibans, et fait plus d'une vingtaine de blessés", a indiqué le responsable, ajoutant que des informations officielles seraient publiées après investigation.

Des frappes aériennes similaires sur un réservoir de pétrole avaient tué plus de 100 personnes et en avaient blessé des dizaines d'autres dans une région sous le contrôle des rebelles dans le district de Chardara, dans la province de Kunduz, en 2009.

RÈGLEMENT DE LA CRISE SYRIENNE

Kremlin : Rencontre des présidents russe, turc et iranien demain à Ankara

Le président russe Vladimir Poutine est en visite à Ankara depuis hier et aujourd'hui pour évoquer la situation syrienne avec le président turc Recep Tayyip Erdogan et le président iranien Hassan Rohani, a indiqué le Kremlin lundi. Les trois dirigeants discuteront de mesures pour consolider la trêve en Syrie, assurer la mise en place de zones de désescalade et traiter les problèmes humanitaires dans ce pays ravagé par la guerre.

Selon le Kremlin, M. Poutine s'entretiendra également séparément avec chacun des autres dirigeants à Ankara : avec M. Erdogan, au sujet des relations économiques russo-turques et de la coopération commerciale, en particulier dans le secteur énergétique, et avec M. Rohani, au sujet des accords bilatéraux et de questions régionales.

La Russie, l'Iran et la Turquie sont les pays garants des négociations de paix intra-syriennes tenues dans la capitale kazakhe d'Astana, un processus parallèle aux pourparlers de Genève soutenus par les Nations Unies.

Les forces du gouvernement syrien, avec l'aide des troupes russes stationnées sur la base aérienne de Khmeimim et la base navale de Tartous, ont libéré la majorité du pays des groupes terroristes.

La semaine dernière, le président américain Donald Trump, en meeting dans l'Ohio, a déclaré : "On ne va pas tarder à quitter la Syrie. On va laisser d'autres personnes s'en occuper". Ce sommet trilatéral sera le deuxième de la sorte, après la rencontre de MM.

Poutine, Erdogan et Rohani dans la ville balnéaire de Sochi, au bord de la mer Noire en novembre 2017.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LE JARDIN DU HAMMA
**150 participants
attendus
dimanche prochain
à Alger**

Plus de 150 participants, parmi eux des membres de la conservation internationale des jardins botaniques (BGCI) et de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), prendront part, dimanche prochain à la conférence internationale sur le jardin du Hamma d'Alger, ont annoncé les services de la wilaya d'Alger.



Initié par le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, cette conférence internationale sur le jardin du Hamma d'Alger, une première en Algérie, et à laquelle ont été conviés des experts de renommée mondiale dans le domaine de la botanique et de la biodiversité ainsi que des membres du gouvernement sera l'occasion "propice" pour annoncer le jardin d'Essai (Hamma) comme "jardin botanique du monde" et permettre ainsi son "classement par le réseau international des jardins botaniques", a précisé la même source à l'APS.

Abdelkrim Boulahia, membre du conseil scientifique et directeur du jardin du Hamma (relevant de la wilaya d'Alger), a expliqué que l'Algérie n'a pas adhéré à la Conservation internationale des jardins botaniques, comme elle n'a pas été classée par cette dernière, d'où, a-t-il souligné, l'intérêt de cette conférence internationale sur le jardin d'Essai qui "va permettre de jeter la lumière sur le grand potentiel et les richesses botaniques du Jardin lui permettant d'être élevé au rang des jardins du monde et aussi à un classement adéquat". "Quelque soit le classement obtenu par

le jardin, ça sera une satisfaction et une motivation pour le conseil scientifique (mis en place par le wali d'Alger il y a cinq mois) ainsi que le staff technique du jardin pour redoubler leurs efforts afin d'améliorer à chaque fois ce classement", a-t-il relevé. Pour atteindre cet objectif, des experts internationaux originaires d'Espagne, de France, du Royaume Unis et d'Italie ont été conviés à cette conférence pour voir de près les espèces botaniques du jardin d'Essai, parmi lesquelles figurent des espèces rares. La conférence va durer une seule journée (8 avril), cependant les experts étrangers animeront, durant trois autres jours (les 9, 10 et 11 avril), des ateliers techniques auxquels prendront part les membres du staff technique et le conseil scientifique du jardin.

Des travaux d'inventaire et de recensement des espèces botaniques du jardin seront entrepris durant ces ateliers appelés, également, à constituer un dossier de classement du jardin pour l'introduire au niveau de la BGCI, a encore affirmé M. Boulahia.

"Ces ateliers seront une occasion pour l'échange et le partage d'expériences et de

savoir-faire entre ces experts étrangers et les membres du staff technique ainsi que le conseil scientifique du jardin algérois", a indiqué le responsable, ajoutant que les experts algériens ont réussi à identifier près de 90 % des espèces botaniques du jardin et vont solliciter, à l'occasion de cet événement, l'aide de ces experts étrangers pour identifier le reste (plus de 10 %) des espèces dont recèle le jardin d'essai". Cette conférence, à laquelle prendront part plusieurs organismes internationaux relevant de l'organisation des Nations Unies dont l'UNESCO, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), sera l'occasion de conclure des "partenariats fructueux" avec les pays participants.

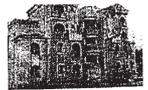
"Une convention va être signée, à cette occasion, entre le jardin du Hamma et le parc zoologique de Jerez (Espagne) en vue d'échanger les compétences et des espèces d'animaux menacées d'extinction (issus, en particulier, de l'Afrique et de l'Algérie)", a annoncé le responsable.

APS

Publicité



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de L'Habitat, l'Urbanisme et de la ville
Office de Promotion et de Gestion Immobilière
De la Wilaya de Tébessa



N°.....D.M.O/OPGI/2018

Tébessa le :

**Avis d'Appel d'Offres
Ouvert N° 07/OPGI/2018**

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya de Tébessa lance un avis d'appel d'offres ouvert conformément à l'article 42 et 43 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics pour la réalisation de projet suivant :

Projet : RAR 32A/100C/1000 logts sociaux LPL à Doukane commune de Tébessa-Tr 2011

Projet : RAR 32B/100C/1000 logts sociaux LPL à Doukane commune de Tébessa-Tr 2011

Projet : RAR 36/100C/1000 logts sociaux LPL à Doukane commune de Tébessa-Tr 2011

B.E.T : NACER CHERIF ABDELKADER – TEBESSA-

Les entreprises intéressées par cet avis d'appel d'offre ouverte dont la qualification professionnelle et demandée de 01^{er} catégorie et plus au domaine de construction comme activité principale ou secondaire peuvent retirer les cahiers des charges auprès de L'office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya de Tébessa (OPGI Cité BEL- AIR TEBESSA Service des Marchés R.D.C) contre payement 2.000,00 DA représentant les frais d'impression. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention «dossier de candidature», « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » à monier le Directeur Général de l'O.P.G.I. Les deux copies doivent être signées et visées par le soumissionnaire ou bien par la personne chargée de la soumission par une procuration officielle. Les offres doivent comporter les pièces réglementaires suivantes :

✓ **Pli portant dossier de candidature:**

- déclaration de candidature signée et visée par le soumissionnaire.
- déclaration de probité signée et visée par le soumissionnaire.
- les statuts pour les sociétés
- les documents relatifs aux pouvoirs
- Copie légalisée du certificat de qualification « en cours de validité »
- Bilans des trois (03) dernières années
- Relevé d'identité bancaire (RIB)
- habitant les personnes à engager l'entreprise
- Liste des moyens humains et matériels.
- Référence professionnelle de l'entreprise.
- Copie originale du casier judiciaire N° 03
- Dossier fiscal et parafiscal
- Copie du registre de commerce
- Attestation du dépôt de compte par a port les sociétés
- Copie du numéro de carte fiscale.

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

✓ **Pli portant l'Offre Technique :**

- Déclaration à souscrire signée et visée par le soumissionnaire.
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé
- caution de soumission
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

✓ **Pli portant l'Offre financière :**

- Lettre de soumission signée et visée par le soumissionnaire.
 - Bordereau des prix unitaire arrêtés en chiffres et en lettres.
 - Devis quantitatif et estimatif signé par le soumissionnaire.
 - La décomposition du prix global et forfaitaire.
- La date de dépôt des offres est arrêtée le (21^{ème}) jour à partir de la 1^{ère} parution dans les quotidiens nationaux avant 13h:30m.
- L'ouverture des plis et d'évaluation des offres se fera le même jour à 13h:30m au siège de la direction générale de l'office la séance est publique et les participants peuvent assister. «CITE BEL AIR -TEBESSA-»
- Tout pli reçu après la date de dépôt des offres n'est pas recevable.
- Toutes les offres doivent être déposées directement à la date de dépôt des offres comme il est indiqué ci-dessus. Les offres envoyées par voie postale sont recevables avant la date de dépôt des offres.
- Les soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant (111) jours à partir de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offre ouvert.

MUSIQUE

Mostaganem: la troupe palestinienne "Achikine" enflamme le théâtre Djillali-Benabdelhalim

La troupe palestinienne "Achikine" a enflammé le public présent au théâtre régional "Djillali-Benabdelhalim" avec des chansons patriotiques.

L'assistance nombreuse, constituée de membres de la communauté palestinienne résidant dans la wilaya de Mostaganem et des wilayas voisines, d'étudiants, de familles mostaganémoises, d'artistes et d'intellectuels locaux, a été gratifiée de chants et musique par la troupe "Achikine" dirigée par le compositeur et chanteur Mohamed Habbache.

Une minute de silence a été observée à la mémoire des martyrs algériens et palestiniens, avant la projection d'un documentaire sur écran géant du théâtre, traitant du parcours artistique de la troupe "Achikine" fondée à Damas (Syrie) en 1977 et ses trois visites en Algérie en 1981, 1983 et 1989. La troupe palestinienne composée de 14 membres a présenté plusieurs des poèmes et des chants sur des airs de Debka, Houara et Moual palestiniens accompagné du public reprenant des refrains et avec de chaleureuses ovations.

Le président de la troupe, Mohamed Habbache a déclaré, à l'APS, que cette tournée artistique en



Algérie constitue une occasion pour relancer le groupe et préparer son retour pour célébrer des galas après des années d'arrêt et deux années de tentatives pour réunir les membres fondateurs.

M. Habbache a également souligné que "la visite de la troupe Achikine en Algérie et sa tournée dans plusieurs wilayas est très importante, eu égard à son rôle de

préservation de l'identité et du patrimoine artistique et musical du peuple palestinien.

Cette troupe se reproduira prochainement dans les wilayas de Sétif et Jijel dans le cadre de sa tournée organisée à l'occasion du 42ème anniversaire de la "Journée de la Terre", à l'initiative de l'Agence algérienne du rayonnement culturel (AARC).

CONFÉRENCE SUR LE "DÉVELOPPEMENT ET LA PROMOTION DU TOURISME CULTUREL"

Appel à l'exploitation des sites archéologiques dans les activités touristiques



Les participants aux travaux de la 1ère conférence sur le "développement et la promotion du tourisme culturel" ont appelé lundi à Alger, lors de la clôture de cette manifestation à l'impératif de valoriser et d'exploiter les sites archéologiques, les monuments historiques et les parcs culturels dans les activités touristiques à même d'élaborer une nomenclature pour les métiers du tourisme culturel tout en adoptant les Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour faire promotion au tourisme national et local.

A ce propos, les participants aux trois ateliers ayant débattu l'importance de l'exploitation des sites archéologiques dans l'activité touristique, l'appui à la formation et l'adoption des TIC en vue de promouvoir le tourisme culturel, ont recommandé l'affectation d'espaces adéquats à l'activité touristique, commerciale et artisanale près des sites archéologiques ainsi que l'accompagnement des artisans en matière de commercialisation et de promotion du produit artisanal au niveau des sites touristiques à caractère culturel tout en leur accordant des avantages fiscaux.

Outre le renforcement de la sécurité et du contrôle, ils ont souligné, également, la nécessité de rationaliser l'exploitation des sites archéologiques et des monuments historiques à même de renforcer l'investissement au niveau de ces sites en permettant aux agences de voyages agréées d'ouvrir des locaux selon les normes près de ces sites pour assurer des prestations touristiques.

MUSIQUE

Le ténor Michel Sénéchal s'éteint à l'âge de 91 ans



Le chanteur lyrique français Michel Sénéchal, connu pour ses rôles à l'Opéra de Paris et à l'Opéra-Comique, est décédé à l'âge de 91 ans, ont annoncé des médias locaux.

Le chanteur s'est éteint dans la nuit de samedi à dimanche, dans un hôpital parisien, selon la même source. Issu du Conservatoire de Paris, Michel Sénéchal avait percé dans les années 1950 grâce à ses talents de comédien et son agilité vocale.

Habitué des rôles à l'Opéra de Paris et à l'Opéra-Comique, il s'est aussi produit pendant 23 ans dans plusieurs pays notamment en Autriche et aux Etats unis. Il avait fondé avec le chef d'orchestre Georges Prêtre une association qui défend et promeut le patrimoine lyrique de la France.

APS

PEINTURE

Noureddine Chegrane revient avec l'exposition "Le signe comme le phœnix"

Une exposition célébrant le signe et les symboles berbères dans des toiles explorant les couleurs et parfois la calligraphie et le patrimoine a été inaugurée samedi à Alger par l'artiste peintre Noureddine Chegrane.

Intitulée "Le signe comme le phœnix", cette exposition a été organisée par la "Galerie Bensemmane d'art et loisirs" qui a ouvert ses portes récemment à Alger.

"Le signe comme le phœnix", marque le retour de l'artiste peintre Noureddine Chegrane, principal initiateur du mouvement "Aouchem", vers ce travail sur les symboles qui a toujours caractérisé ses œuvres.

Détournant des symboles et lettres de l'alphabet Tifinagh en formes humaines ou végétales,



l'artiste célèbre la vie dans des toiles riches en couleurs comme "Boléro de Ravel", "Assa Nezha", "Welcome to Africa" ou encore "Cliaante", des œuvres qui respirent la joie de vivre, le soleil et une certaine musicalité.

Le plasticien explore également certaines couleurs comme le bleu ou le vert déclinés et nuancées

pour créer un environnement apaisant et accueillant des formes humaines inspirées de symboles et de dessins rupestres.

Noureddine Chegrane diversifie également les supports et les formes en proposant quelques œuvres réalisées sur des planches à linge portant des symboles et mouvement amples, transfor-

mant cet objet du quotidien en œuvre d'art.

Le plasticien propose également plusieurs toiles de formes triangulaire ou circulaires intitulées "It's magical", "Blue Hope", "Memory", "Take five", ou encore "Symphony", des travaux qui célèbrent la musique. Dans de petits formats, l'artiste peintre présente également son univers sur des supports octogonaux. Travaillant depuis des années sur le patrimoine, Noureddine Chegrane propose également dans cette exposition les toiles "Patrimoine" composées de peinture sur toile, de collage de morceaux de tapis et de peinture sur les tapis.

L'exposition "Le signe comme le phœnix" se poursuit jusqu'au 21 avril à la "Galerie Bensemmane d'art et loisirs".

1^{ER} SALON NATIONAL DE LA BANDE DESSINÉE 6 wilayas participent au Salon national de la bande dessinée



Six wilayas participent lundi à la première édition du salon national de la bande dessinée, inaugurée dans la matinée à la Maison de la culture Ali Zaâmour de la ville de Bouira, a indiqué à l'APS la directrice de cet établissement, Salihia Cherbi.

"Pour le moment, nous comptons quatre wilayas présentes au premier salon de la bande dessinée à savoir Bouira, Alger, Tizi Ouzou et Oran. Quant à Blida et Médéa, elles devront arriver dans la journée pour y prendre part", a expliqué Mme Cherbi à l'ouverture du salon.

D'autres wilayas avaient annoncé leur participation auparavant comme Annaba, Khenchela, Biskra Chlef et Tiaret, mais leurs représentants ne sont pas venus, a-t-elle dit.

TOUR D'ALGÉRIE CYCLISME- TAC 2018 : Azeddine Lagab remporte la 21^e édition, les Algériens raflent les trois maillots



Le cycliste algérien Azeddine Lagab du GS Pétroliers a remporté lundi le 21^e Tour d'Algérie cyclisme (TAC) 2018 à l'issue de la 7^e et dernière étape disputée entre Bejaia et Tizi-Ouzou sur 121 kilomètres.

Le natif de la wilaya de Bejaia qui a donc remporté le maillot jaune, a brillé tout au long du TAC 2018 qui a débuté le 27 mars dernier à partir de Tahat dans la wilaya Tamanrasset. Lagab a remercié les habitants de la wilaya Tizi-Ouzou pour "leur accueil chaleureux, l'un des meilleurs de ce TAC", a-t-il dit.

Youcef Reguigui de Sovac Natura 4 Ever a endossé quant à lui le maillot vert du meilleur sprinter en gagnant la dernière l'étape. Le maillot à pois du meilleur grimpeur a été décroché par Bengayou Abderraouf des Lions de l'Atlas blidien pour sa performance au deuxième point chaud sur les hauteurs d'Adekar à 50 Km du parcours (Bejaia), alors que le maillot blanc du meilleur cycliste des moins 23 ans a été remporté par Hamza Yacine du GS pétroliers.

Ce Tour organisée par la Fédération algérienne de cyclisme et placée sous le haut patronage du ministre de la Jeunesse et des sports, a enregistré la participation de 91 coureurs issus de clubs professionnels algériens et étrangers dont le Bahreïn, la France, la Syrie, l'Allemagne, le Maroc, la Tunisie et la Mongolie. Durant les sept étapes de ce tour d'Algérie, les athlètes ont sillonné les wilayas de Tamanrasset, Tlemcen, Sidi-Bel-Abbes, Mascara, Tiaret, Médéa, Bouira, Bejaia et Tizi-Ouzou, sur un parcours aux reliefs riches et diversifiés, entre désert, mer et montagnes.

HANDI-BASKET/SÉLECTION ALGÉRIENNE: La FAH entame les démarches pour régulariser la situation financière des joueuses

La Fédération internationale de judo (FIJ) a accepté de financer un centre de judo à Tamanrasset (Algérie), qui serait intégré dans le centre Olympafrica de la fondation du Comité international olympique (CIO)-Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), a-t-on appris dimanche du Comité olympique et sportif algérien (COA).

La Fédération algérienne handisport (FAH) a entamé les démarches nécessaires pour régulariser la situation financière des cinq joueuses de Ouargla ayant boycotté le dernier stage de l'équipe nationale de handi-basket à Sétif pour primes impayées depuis 2015, a indiqué le président de l'instance fédérale, Mohamed Hacheffa.

La sélection algérienne féminine de handi-basket a effectué du 24 au 29 mars son premier stage de préparation en prévision du Championnat du monde-2018 prévu à Hambourg (Allemagne), mais sur les 14 convoquées, cinq n'ont pas répondu à l'appel.

Il s'agit de Djamilia Hamgani, Nourhane Bouleble, Nawel Khadir, Samiha Abdelaali et Nadjet Menasri qui constituent l'ossature de la sélection algérienne, championne d'Afrique en titre. "Je vous confirme que les primes de résultats et les indemnités de stages datant de 2015 et non perçues jusqu'à aujourd'hui par les éléments de l'équipe nationale et leur staff, sont les réelles raisons qui ont poussé certaines joueuses à boycotter ce premier stage de préparation à Sétif", a expliqué à l'APS Mohamed Hacheffa, ajoutant que la fédération avait reçu un courrier, signé par les cinq athlètes, expliquant les raisons de leur absence.

Il semblerait toutefois aux dernières nouvelles que les choses vont rentrer dans l'ordre avec la régularisation de "quelques" primes impayées.

"Je me demande pourquoi les athlètes n'ont pas réclamé leur dû avant. Maintenant, on est devant un fait accompli et on a entamé les démarches nécessaires afin de pouvoir régler quelques arriérés des



concernées, mais pour ce qui est des indemnités de stages postérieurs, on ne peut pas les payer pour l'instant", a tenu à préciser le président de la FAH. Une certaine presse avait rapporté que le refus des joueuses de Ouargla de rejoindre leurs coéquipières en regroupement à Sétif était pour exiger le changement du staff technique, mais le président du club handi-basket de Ouargla, Mohamed Tahar Hadjadj, a réfuté ces allégations, assurant que les raisons de cette défection étaient "purement financières".

"Les handi-basketteuses de Ouargla, à l'instar peut-être de beaucoup d'autres athlètes, sont pour la plupart des femmes au foyer sans revenu, se trouvant incapables

de couvrir les frais de déplacement. Il y a aussi des considérations personnelles qu'elles révéleront ultérieurement", a souligné Hadjadj. Pour sa part, le sélectionneur national, Djawad Zigh, a affirmé que le stage s'est déroulé avec la participation de neuf joueuses dans de "bonnes" conditions de travail, en dépit de l'absence de l'ossature de l'équipe nationale.

"J'ai fait appel à une liste élargie de 14 athlètes pour ce premier stage depuis le Championnat d'Afrique de novembre dernier. Sur les convoquées, neuf seulement ont répondu présent. Pour les absentes, j'ai fait mon rapport à la fédération, comme il est d'usage et ma mission s'arrête là", a expliqué le coach national.

ATHLÉTISME : Le Championnat d'Algérie (messieurs/dames) de semi-marathon le 7 avril à Tipasa

Le championnat d'Algérie (messieurs/dames) de semi-marathon "Abdelmadjid Mada" se déroulera le samedi 7 avril 2018 à Tipasa, sur une distance réglementaire de 21,098 km, a annoncé lundi la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

"La compétition sera jumelée avec la 1^{re} du Semi-marathon National "Ahmed Mameri", relevant de la wilaya de Tipaza" a ajouté l'instance fédérale dans un communiqué.

La participation est ouverte

aussi bien aux athlètes disposant de la licence à puce pour la saison 2017-2018, que pour les athlètes non licenciés, sauf que ces derniers devront "obligatoirement" présenter un certificat médical, comportant la mention "apte à courir", selon la FAA. Le départ de la course sera donné à 8h30, à Bouharoun, alors que la ligne d'arrivée a été installée devant la salle Omnisports Tipasa, et que les vainqueurs devraient franchir vers 9h35 pour les messieurs, et 9h40 pour les dames.



VOLLEY-BALL / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS (1/4 DE FINALE) : Swehly de Libye premier qualifié au dernier carré

Les volleyeurs libyens de Swehly se sont qualifiés aux demi-finales du Championnat d'Afrique des clubs messieurs, en s'imposant devant leurs compatriotes du Ahly Benghazi par 3 sets à 1 (25-14, 25-19, 22-25, 25-23), en quart de finale disputé lundi au Caire.

Les autres quarts de finale, prévus également lundi, opposent Samouha (Egypte) au Club de l'Aviation (Egypte), Al Ahly du Caire (Egypte) à General Service Unit (Kenya) et El-Djeich (Egypte) à Prisons (Kenya).

Le représentant algérien dans la compétition l'OMK El-Milia, éliminé dès la phase de poules, dispute les matchs de classement (9^e-16^e places) et affronte ce lundi son homologue ougandais de Nemo Stars à partir de 18h00. Les demi-finales du tournoi sont prévues mardi, alors que la finale est programmée jeudi. Vingt-quatre (24) clubs scindés en quatre groupes (A, B, C, D) ont pris part au tour préliminaire

de la compétition. Les 2 premiers de chaque poule se sont qualifiés aux quarts de finale.

Résultats des matchs de lundi :

Matchs de classement 9^e-16^e places : Bafia (Cameroun) - University (Zimbabwe) 1-3 FAP (Cameroun) - Swimbluepal (Seychelles) 3-0 Espoir (RD Congo) - Kampala VC (Ouganda) En cours OMK El-Milia (Algérie) - Nemo Stars (Ouganda) 18h00

Quarts de finale :

Swehly (Libye) - Ahly Benghazi (Libye) 3-1 Samouha (Egypte) - Club de l'Aviation (Egypte) En cours Al Ahly du Caire (Egypte) - General Service Unit (Kenya) 18h00 El-Djeich (Egypte) - Prisons (Kenya) 19h00.

BASKET-BALL / CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS (MESSIEURS) : La 31^e édition à Beyrouth en octobre 2018

La 31^e édition du Championnat arabe des clubs champions de basket-ball (messieurs), se déroulera du 1^{er} au 11 octobre 2018 à Beyrouth (Liban), a annoncé l'Union arabe de la discipline. "Suite à la demande du club de Beyrouth pour accueillir la prochaine édition du Championnat arabe des clubs champions messieurs, les membres du bureau exécutif ont approuvé cette candidature pour l'organisation de la compétition du 1^{er} au 11 octobre 2018", indique le communi-

qué de l'instance arabe. La dernière édition de la compétition, disputée en octobre 2017 à Salé (Maroc), a regroupé 12 clubs dont le représentant algérien le GS Pétroliers qui a terminé à la 4^e place après sa défaite en match de classement face au club égyptien d'Al-Jazira (86-95). Le club libanais Homentmen avait remporté le trophée en battant le club organisateur l'AS Salé sur le score de 99 à 98 après prolongation, temps réglementaire : 81-81.

CAN-2018 DAMES (QUALIFICATIONS / 1^{ER} TOUR ALLER): Une équipe sénégalaise remaniée face à l'Algérie

La sélection féminine sénégalaise de football accueillera, avec un effectif renforcé, l'Algérie, aujourd'hui au stade Alassane Djigo à Pikine pour le compte du 1^{er} tour aller, des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations de football dont la phase finale aura lieu au Ghana (17 novembre-décembre 2018).

Dirigée par l'entraîneur Sidath Sarr, les Lionnes sénégalaises ont entamé, dimanche, un regroupement avec un effectif au complet composé de jeunes joueuses, épaulées par quelques anciennes qui avaient disputé les deux éliminatoires précédentes éditions.

Sidath Sarr compte s'appuyer sur ces éléments dont les expatriées Mamy Ndiaye (France) et Maty Diop (Maroc), pour faire bonne figure dès cette première manche des éliminatoires, estime la presse locale.

"Les Sénégalaises sont déterminées à bien négocier cette première manche et le coach comptera sur le groupe, notamment, sur les deux renforts de taille pour s'imposer d'abord à Dakar avant d'amorcer la manche retour une semaine après à Alger.

Une équipe sénégalaise qui devrait être bien en jambes après les stages effectués au centre technique Jules François Bocandé de Toubab Dialao", a écrit le journal Le Soleil, assurant que c'est aux Lionnes de sortir le grand jeu à Dakar, face à une sélection algérienne, également, renforcée par la présence de quatre joueuses évoluant en France et au Canada.

Afin de préparer le match contre l'Algérie, les Lionnes du Sénégal avaient disputé deux matchs amicaux à Dakar contre le Maroc qui ont permis au staff technique d'évaluer le travail d'équipe et la forme de ses joueuses, afin d'en choisir l'équipe type et d'adopter la tactique adéquate pour le match de mercredi.

Le match Sénégal-Algérie sera dirigé par un trio arbitral togolais, composé de Vincentia Enyonam Amedome, assistée de Abra Sitsope Agbedanou et Kossiwa Kpadanou.

COUPE ARABE DES CLUBS DE FOOTBALL 2018 : La Tunisie veut un quatrième représentant

La Fédération tunisienne de football (FTF) a annoncé ce mardi dans un communiqué avoir demandé à l'Union arabe (UFAA) d'accorder au Club Africain le droit de prendre part à la prochaine édition de la coupe arabe des clubs 2018.

L'instance arabe a déjà donné son accord pour la participation du CS Sfaxien aux côtés de l'Espérance de Tunis, tenant du titre, et de l'Etoile du Sahel.

Cette nouvelle édition de la compétition panarabe suscite désormais l'intérêt des formations arabes en raison des fortes revenus financières qu'elle génère.

D'ailleurs, le vainqueur touchera la somme de 6 millions de dollars et le deuxième 2,5 millions de dollars, soit la troisième plus importante récompense d'une compétition des clubs dans le monde.

L'Algérie sera représentée par l'ES Sétif et l'USM Alger en attendant de connaître l'identité du troisième représentant, "qui sera désigné selon des critères bien précis", selon le président de la fédération algérienne (FAF) Kheireddine Zetchi.

Le tournoi qui se jouera selon la formule des matches aller et retour avec élimination directe, débutera en août 2018 et s'achèvera en avril 2019.

L'ES Tunis avait remporté la dernière édition organisée en août 2017 à Alexandrie en battant en finale le club jordanien Al-Fayçali (3-2).

APS

CAN-2018 DAMES (QUALIFICATIONS - 1^{ER} TOUR ALLER) SÉNÉGAL-ALGÉRIE: Bien négocier la manche de Pikine

La sélection algérienne féminine de football tentera de revenir avec un bon résultat de son déplacement aujourd'hui au stade Alassane-Djigo de Pikine (17h00), face à son homologue sénégalaise, dans le cadre du premier tour (aller) des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018, avant la seconde manche décisive, le 10 avril à Alger.

En vue de ce match aller, la sélection nationale dirigée par le coach Azeddine Chih, a entamé le 28 mars un stage de préparation au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger).

"Nous allons entamer cette première manche des éliminatoires avec la sérénité et la détermination voulues. Nous avons effectué un stage en présence de quelques nouvelles joueuses et leur adaptation au groupe demande du temps.

Jusqu'à présent, tout va bien et l'effectif est au complet, mais en cas de défection, nous avons les doublures nécessaires pour faire face à n'importe quelle situation", a déclaré Chih à l'APS avant le départ pour Dakar.

La sélection algérienne devait affronter en amical au mois de mars son homologue malienne, avant le désistement de cette dernière, ce qui a poussé le staff technique national à laisser ses joueuses à la disposition de leurs clubs pour leur permettre de disputer des rencontres et rester ainsi en forme.

"Nous avons entamé un cycle de préparation compétitif et nous avons laissé les joueuses pratiquement tout le mois de mars à la

disposition de leurs clubs pour bénéficier des rencontres du championnat national car on n'avait pas l'opportunité de jouer des matchs amicaux.

Nous devons jouer contre les Maliennes une double confrontation à Alger mais elles se sont désistées à la dernière minute. On n'avait pas un sparring-partner et il fallait que nos joueuses continuent à jouer", a-t-il ajouté.

Vingt-et-une (21) joueuses dont quatre évoluant à l'étranger ont été convoquées par le staff technique, en l'occurrence Sidhoum Assia (UQAM/Canada), Chebel Imane (Concordia/Canada), Benlazar Myriam Yasmine (ASPTT Albi/France) et Belkacemi Lydia (Stade Brestois 29/France).

La délégation algérienne s'est envolée dimanche en fin de journée pour Dakar. Le match se jouera à Pikine, ville se trouvant à une dizaine de kilomètres de la capitale sénégalaise.

Jouer sans complexe

Même si la mission des Algériennes s'annonce compliquée face à un adversaire qui a plus de matchs dans les jambes, le sélectionneur national reste confiant et promet

que ses joueuses feront le maximum pour revenir avec un résultat qui augmentera leurs chances de qualification. "Il faut avouer que la rencontre sera difficile car en face de nous il y a un adversaire redoutable qui a fait une meilleure préparation que nous et a participé notamment au tournoi féminin de l'Afrique de l'Ouest.

Les Sénégalaises ont joué cinq à six matchs face à des nations qui ont plus d'expérience comme le Nigeria et le Mali. Mais cela ne va pas nous empêcher de jouer sans complexe et montrer nos qualités", a promis Chih.

Evoquant le match retour qui sera disputé "à home", le coach algérien estime que c'est loin d'être un avantage pour les Algériennes qui, "sûrement", vont jouer devant des gradins vides.

"D'une manière générale, quand on joue à domicile en Algérie dans le football féminin, c'est presque devant des gradins vides, il n'y a pas une grande affluence. Par contre en Afrique sub-saharienne,



les stades sont toujours remplis pour soutenir leurs joueuses. Mon souhait au match retour, c'est que les gens viennent encourager notre équipe nationale", a-t-il conclu.

Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral togolais sous la conduite de Vincentia Enyonam Amedome, assistée d'Abra Sitsope Agbedanou et de Kossiwa Kpadanou.

Le match retour est prévu le 10 avril à 17h00 au stade 20-Août-1955 (Alger) et sera officié par des arbitres ivoiriennes. La directrice de jeu est Zomader Sonia, assistée de Ndeko Edwige Appia et de Lou Djenan Prisca Danielle.

La phase finale de la CAN-2018 dames aura lieu du 17 novembre au 1er décembre prochains. Les trois premières équipes se qualifieront pour la Coupe du monde féminine en France en 2019. Le Nigeria est tenant du titre.

LIGUE 2 :

Le WA Tlemcen vise la passe de trois pour conforter ses chances de maintien

Le WA Tlemcen tentera de réussir la passe de trois vendredi lors de la réception du CA Bordj Bou Arreridj dans le cadre de la 25^e journée de la Ligue 2 Mobilis afin de s'extirper davantage de la zone des relégables, a affirmé mardi son entraîneur Djamel Benhadli. "Enchaîner par une troisième victoire sera le scénario idéal pour s'éloigner davantage de la zone rouge et terminer la saison dans la sérénité", a déclaré à l'APS l'entraîneur des "Zianides", Djamel Benhadli. Il s'agira de la quatrième rencontre de Benhadli aux commandes techniques du WAT, lui qui avait succédé à Kheireddine Kherris avec comme objectif de stopper l'hémorragie. "J'estime que jusque-là, nous avons réussi à provoquer le déclin

souhaité, mais on n'a pas encore atteint l'objectif fixé, à savoir maintenir le WAT en Ligue 2", a poursuivi l'ancien coach de l'ASM Oran et plusieurs autres formations, notamment de l'Ouest du pays. Et même si le Widad, version Benhadli, a été battu sur le terrain du MO Béjaïa pour sa première sortie sous la houlette de son nouvel entraîneur, cette équipe a réussi néanmoins à enchaîner deux victoires, dont une en déplacement vendredi passé face à l'Amel Bousaâda lui ayant permis de quitter la zone rouge et se hisser à la 11^e place, devant de cinq unités le troisième potentiel relégable, le CA Batna.

C'est dire que le WAT, qui a fait cette saison son retour au deuxième palier après avoir passé deux exercices

dans le championnat de Division amateur (Gr. Ouest), est dans l'obligation de battre le CABBA, un adversaire encore en course pour la montée en Ligue 1, afin d'éviter de revenir à la case départ. A Tlemcen, l'on est conscient de la difficulté de la tâche qui attend les Bleu et Blanc, comme l'atteste la mobilisation des supporters pour aider leur équipe à passer son prochain examen. Le fait que les responsables du stade Akid-Lotfi, où le WAT compte une seule victoire (face au MC El-Eulma 1-0) depuis son retour dans cette enceinte au début de la phase retour, aient décrété l'entrée gratuite en vue du match contre le CABBA, motivera certainement les fans locaux à y assister en force.

LIGUE 2 MOBILIS - AFFAIRE JSM SKIKDA-ASO CHLEF :

Le président Bouchoul (JMS) auditionné le 9 avril (LFP)

Le président de la JSM Skikda, Noredine Bouchoul sera auditionné par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) le 9 avril courant, consécutivement aux fâcheux incidents ayant émaillé le choc de la 24^e journée de Ligue 2 Mobilis, disputé samedi dernier

contre l'ASO Chlef et ayant vu ce dernier repartir avec le point du nul (0-0).

La CD de LFP, réunie en session ordinaire le lundi 2 avril courant a invoqué l'article 10 du code disciplinaire pour ajourner son verdict dans l'affaire JSM Skikda - ASO Chlef.

Le dossier reste donc ou-

vert, en attendant l'audition du président Skikdi pour complément d'information. Le rendez-vous est déjà pris pour la prochaine session de la CD de la LFP, prévue le 9 avril 2018.

Le choc JMS-ASO Chlef était le match au sommet de cette 24^e journée de Ligue 2 Mobilis, car mettant

aux prises deux sérieux candidats à l'accession.

L'enjeu était donc très grand et la tension palpable, d'où quelques échauffourées entre supporters après le score final de zéro partout. Le bilan final après les incidents avait dénombré un certain nombre de blessés.

MONDIAL-2018 : L'accueil et la sécurité des supporters mis en valeur par les organisateur

Effectuant les derniers réglages en prévision de la Coupe du monde de football (14 juin - 15 juillet 2018) la Russie a mis en place une "police touristique" destinée à apporter assistance aux nombreux visiteurs attendus à cet événement sportif planétaire prévu dans onze villes du pays.

Dotés d'une formation spécialisée, ces agents de police, maîtrisant les langues étrangères, seront déployés dès le 25 mai dans les grandes places publiques et autour des stades et fan-zones des onze villes-hôtes de la compétition.

C'est le ministre de l'Intérieur Vladimir Kolokoltsev qui a annoncé la mise en place de cette police spéciale, afin qu'elle contribue à faire en sorte que les supporters des 32 nations qualifiées se sentent en sécurité et bien accueillis.

"Ces unités seront constituées d'agents du ministère de l'Intérieur qui parlent plusieurs langues.

Si nécessaire, une formation supplémentaire leur sera proposée", selon la porte-parole de la police Irina Volk qui précise que, dans un premier temps, et bien avant le 5 mai, des unités de police touristique seront établies à Saint-Petersbourg, Kazan et Sochi et incluses dans la garde de la patrouille régionale.

La porte-parole du ministère a ajouté que des détachements de police spéciaux composés d'officiers capables de communiquer en langues étrangères seraient créés dans d'autres villes hôtes de la Coupe du monde afin d'assurer une réponse 24 heures sur 24 à tout incident.

Contrairement aux autres villes, la police touristique opère dans la capitale russe depuis 2014.

Les policiers de Moscou, qui parlent l'anglais, le français, l'espagnol et le chinois, assurent principalement la sécurité publique dans les zones piétonnes populaires auprès des touristes étrangers.

Selon les prévisions, plus de 1,5 million de touristes étrangers visiteront la Russie pendant la Coupe du monde-2018.

D'après le responsable de l'Agence fédérale russe du tourisme, Oleg Safonov, les chiffres définitifs seront connus après la fin des ventes de billets d'avion en mai.

Pour ce responsable, la Coupe du monde-2018 aura "un impact positif à long terme sur l'industrie touristique russe et pourrait même influencer positivement l'économie russe".

La Coupe du monde-2018 se déroulera dans onze villes : Moscou, Saint-Petersbourg, Sochi, Kazan, Saransk, Kaliningrad, Volgograd, Rostov-sur-le-Don, Nijny Novgorod, Ekaterinbourg et Samara.

Deux stades ont été retenus pour accueillir les rencontres dont deux sont situés dans la capitale Moscou.

OUARGLA: Réception de quatre stades de football courant 2018 (DJS)

Quatre nouveaux stades de football de 5.000 places chacun devront être réceptionnés à travers la wilaya d'Ouargla, avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale de la Jeunesse et des Sports.



Ces installations sportives, localisées dans les communes de Rouissat, Ain El-Beida, Mégarine et Témacine, sont à des taux phases "avancées" de leur réalisation, a indiqué à l'APS le DJS, Boubekeur Chethoua. En plus de permettre la promotion de la pratique sportive dans des espaces appropriés, ces nouveaux stades vont insuffler une dynamique dans l'action des associations et clubs sportifs, développer la compétition entre eux et faciliter la prospection de jeunes talents, a-t-il souligné.

Une réflexion est également engagée sur la possibilité d'exploitation de l'énergie solaire pour assurer leur éclairage intérieur et extérieur, a-t-il ajouté.

Ces nouveaux stades de football vont s'ajouter aux nombreuses structures sportives et de jeunes devant être également réceptionnées par le secteur dans le courant de cette année, dont deux piscines semi-olympiques à Mégarine et Taïbet et une salle polyvalente au centre culturel de Blidet-Amor, selon le même responsable.

DIVISION NATIONALE AMATEUR (GR. CENTRE) RC ARBAË : Samir Boudjaârane quitte la barre technique

La direction du RC Arbaï, pensionnaire de la division nationale amateur (Gr. Centre), et l'entraîneur Samir Boudjaârane ont mis fin à leur collaboration à l'amiable, a appris l'APS lundi auprès de intéressé.

"Nous nous sommes mis d'accord pour une séparation à l'amiable. C'était difficile pour moi de continuer ma

mission d'autant que je suis sous le coup d'une suspension de trois mois infligée au début de la phase retour, je ne pouvais pas diriger mes joueurs à partir du banc, ce qui n'est pas évident", a affirmé Boudjaârane.

Le RCA reste sur une défaite en déplacement concédée samedi face au JSD Jijel (1-0) dans le cadre de la 25e

journée de la compétition, un revers qui a fait reléguer l'équipe à la 2e place au classement avec 49 points, à une longueur de retard sur le leader du NC Magra. "J'ai songé à partir avant cette rencontre, mais je pense que cette défaite a poussé la direction à vouloir se séparer de mes services. L'équipe se trouve en bonne position

pour accéder en Ligue 2 avec notamment un calendrier favorable", a-t-il souligné. Et d'enchaîner : "L'idéal est de donner l'occasion aux autres membres du staff technique : l'entraîneur-adjoint Farouk Souilah et l'entraîneur des gardiens de but Fateh Toulaf de finir la saison, une manière de travailler dans la continuité", a-t-il conclu.

CHAMPIONNAT DU PORTUGAL : 1000^e match de Casillas (Porto) dans sa carrière

Le gardien de but espagnol du FC Porto Iker Casillas a disputé la millième rencontre de sa carrière professionnelle lundi soir, face à Belenenses, à Lisbonne, dans un match comptant pour la 28e journée du Championnat du Portugal que son club a perdu (2-0).

Cette défaite, qui a coûté à Porto la première place en Liga portugaise, aura été le 1088 match de Casillas sous le maillot de Porto, qui s'ajoute aux

725 rencontres disputées avec le Real Madrid et aux 167 sorties avec l'équipe d'Espagne, selon le décompte du quotidien sportif espagnol Marca.

L'emblématique joueur de 36 ans, vainqueur de la Coupe du Monde 2010, double champion d'Europe (2008, 2012) et trois fois sacré en Ligue des champions avec le Real (2000, 2002, 2014), est arrivé à Porto en 2015.

Son club actuel a toutefois déjà an-

noncé qu'il quittera ses rangs à la fin de cette troisième saison, en raison d'un salaire considéré trop élevé pour le budget de Porto. Casillas n'a jusqu'ici remporté aucun titre avec Porto. Les Dragons devaient l'emporter lundi soir devant le Belenenses afin de reprendre la tête du classement du Championnat au Benfica Lisbonne, qui compte désormais deux points d'avance.

CHAMPIONNAT PORTUGAIS DE FOOTBALL (28E JOURNÉE) : Porto perd son fauteuil de leader, Brahimi rejoue

Le FC Porto, battu lundi soir en déplacement par Be-

lenenses (2-0) a cédé son fauteuil de leader au Benfica,

alors que le milieu international algérien Yacine Brahimi, remis d'une blessure à la cheville, a pris part à l'intégralité de la rencontre comptant pour la 28e journée du championnat portugais de football.

Nathan a ouvert le score dès la 10e minute de jeu, avant que son coéquipier Maurides ne corse l'addition (70e).

L'ancien international algérien Hassan Yebda, titularisé avec Belenenses, a joué tout le match dans son rôle habituel de milieu relayeur.

Brahimi qui souffrait d'une blessure à la cheville n'a pu prendre part aux deux

derniers matchs amicaux de l'équipe nationale disputés en mars dernier face à la Tanzanie (victoire 4-1) à Alger et l'Iran (défaite 2-1) à Graz (Autriche).

Le gardien de but espagnol du FC Porto Iker Casillas (36 ans), titularisé face à Belenenses, a disputé la millième rencontre de sa carrière professionnelle.

A l'issue de cette défaite, le FC Porto compte 70 points, à une longueur du leader Benfica.

Les deux équipes vont se rencontrer le 15 avril à Lisbonne dans une véritable "finale" pour le titre suprême, dans le cadre de la 30e journée.

CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE (INTER-ÉCOLES) DE FUTSAL : Coup d'envoi de la compétition à Blida

Le coup d'envoi du Championnat national militaire (inter-écoles) de futsal a été donné, lundi, au niveau de l'École des techniques de l'intendance chahid "Djilali Bouaïma", relevant de la première région militaire de Blida. Quelque 19 équipes (dont trois féminines) représentant 19 écoles militaires de différentes régions militaires du pays prennent part à cette compétition, dont l'encadrement est assuré par des arbitres militaires, en présence du président de la Ligue nationale de football. Dans son allocution d'ouverture de ce championnat, le commandant de l'École des techniques de l'intendance, le colonel Mourad Kadi a souligné l'inscription de cet événement sportif au titre des efforts de "promotion du sport militaire au rang qui lui sied au double plan national et international". Il a cité pour preuve du haut niveau

atteint dans ce domaine, la Coupe du monde de football obtenue deux (2) fois par l'équipe nationale militaire, outre son classement avancé lors de la dernière édition de la coupe du monde militaire de football. Le sport militaire est, également, à la base de la formation physique et mentale de l'élément militaire, a-t-il ajouté, soulignant, par là, l'"intérêt suprême" accordé par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP, au sport, et ce en lui affectant, a-t-il dit, "un important volume horaire dans les programmes de formation et de préparation au combat des unités et troupes militaires".

Les épreuves de ce championnat se poursuivront jusqu'à jeudi prochain, avec le déroulement des tours éliminatoires, avant les demi-finales, puis la finale, qui désignera le vainqueur.

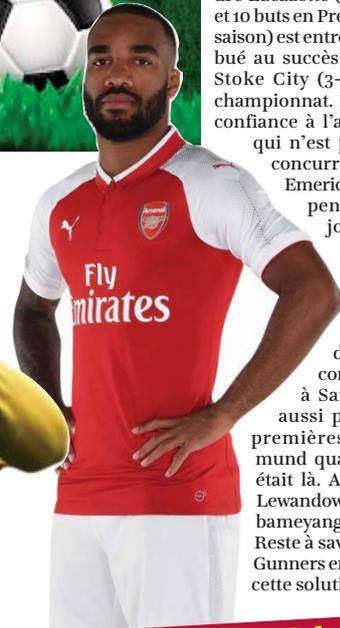
TOLISSO JUGE LA BUNDESLIGA

Joueur du Bayern Munich depuis un peu plus de six mois, Corentin Tolisso a livré son ressenti sur le niveau de la Bundesliga, considéré comme le troisième meilleur championnat derrière la Premier League et la Liga. « C'est un excellent Championnat. Chacune de nos rencontres se dispute à guichets fermés, dans de superbes ambiances avec beaucoup de convivialité. Ici, le foot est une fête. Les pelouses sont en excellent état partout, même lorsque les températures descendent largement en dessous de zéro », confie-t-il à France Football.



Wenger rassure Lacazette

De retour de blessure, Alexandre Lacazette (26 ans, 27 matchs et 10 buts en Premier League cette saison) est entré en jeu et a contribué au succès d'Arsenal contre Stoke City (3-0) dimanche en championnat. De quoi redonner confiance à l'attaquant français qui n'est pas forcément en concurrence avec Pierre-Emerick Aubameyang. "Je pense qu'ils peuvent jouer ensemble, a confié le manager Arsène Wenger. Aubameyang a évolué à gauche une grande partie de sa carrière, comme quand il était à Saint-Etienne. Mais aussi pendant ses deux premières années à Dortmund quand Lewandowski était là. Après le départ de Lewandowski au Bayern, Aubameyang a joué dans l'axe." Reste à savoir si le coach des Gunners envisage réellement cette solution.



ALLI SURPASSE HAZARD ET BECKHAM

Dele Alli (30 matchs et 8 buts en Premier League cette saison) est un jeune homme pressé.

À 21 ans, le milieu offensif de Tottenham a déjà joué 100 matchs en Premier League, pour un total de 36 buts et 25 passes décisives. Un bilan plus qu'honorable qui lui permet de dépasser Eden Hazard (27 ans, 27 matchs et 11 buts en Premier League cette saison) au nombre de buts inscrits à pareille époque. Au bout de 100 matchs, le Belge n'en avait inscrit "que" 35, mais il avait donné une passe décisive en plus (26). S'il y a match avec Hazard, il n'y a en revanche aucune comparaison possible avec David Beckham (42 ans), ancienne légende de Manchester United. Pour ses cent premiers matchs en Premier League, "Becks" s'était contenté de 21 réalisations et 22 offrandes à ses coéquipiers.

Hazard et Beckham peuvent donc envier la précocité d'Alli, mais l'international anglais (2 buts en 23 sélections) peut envier leur palmarès. Il est utile de rappeler que le joueur de Chelsea a déjà remporté deux fois le championnat (2015, 2017), et l'ancien capitaine de la sélection anglaise l'a remporté six fois. De son côté, Tottenham n'a plus remporté le championnat depuis 1961.

Silva dans le viseur du Real ?

En effet selon Don Balon, les dirigeants madrilènes envisageraient de remplacer l'international espagnol par Bernardo Silva. Cristiano Ronaldo aurait d'ores et déjà donné son feu vert à son président pour recruter son compatriote. Bien que ses débuts ont été difficile, l'international portugais a réussi à convaincre Pep Guardiola de lui offrir du temps de jeu.



L'Atletico Madrid sur la piste Rodrigo

Alors que Antoine Griezmann pourrait partir au FC Barcelone pour 100 millions d'euros, la formation de l'Atletico Madrid aurait coché un nom pour remplacer l'international tricolore. Selon Fichajes, les Colchoneros s'intéresseraient de près à Rodrigo. Agé de 27 ans, ce dernier porte actuellement les couleurs du FC Valence. Sous contrat jusqu'en juin 2022, l'international espagnol a disputé cette saison 28 rencontres de championnat, inscrit 13 buts et délivré sept passes décisives. A noter que le Real Madrid aurait également un œil sur l'ancien joueur de Benfica.

Un danger pour Mourinho avec Martial...

Les dirigeants de la Juventus pourraient passer à l'action pour Martial cet été. Pas forcément considéré comme un titulaire indiscutable par son entraîneur José Mourinho, Anthony Martial, reste tout de même un élément important aux yeux de son coach. Le Portugais considère le Français comme un impact player, capable de changer le cours d'une rencontre quand il entre en jeu. Reste que cette situation ne semble pas convenir à l'ancien joueur de l'AS Monaco. En effet, sous contrat jusqu'en 2019, Martial n'a toujours pas prolongé son contrat et refuse de le faire. Une situation qui pourrait pousser United à vendre son joueur, malgré l'envie de Mourinho de le conserver. La Juventus serait particulièrement attentive et prête à passer à l'action.



Gaïd Salah s'entretient avec la ministre de la Défense espagnole

Le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire, a reçu hier à Alger, la ministre de la Défense espagnole, Mme Maria Dolores De Cospedal Garcia, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la visite qu'effectue en Algérie, Monsieur Mariano Rajoy Brey, Président du Gouvernement espagnol, à la tête d'une délégation ministérielle, le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire, a reçu, mardi 03 avril 2018, la Ministre de la Défense espagnole, Madame Maria Dolores De Cospedal Garcia, et ce, au niveau du Centre International des Conférences Abdellatif Rahal, Club des Pins".

Lors de cette rencontre, "les deux parties ont eu des entretiens portant sur l'état de la coopération militaire entre les deux pays et ont échangé les analyses et les points de vue sur les questions d'intérêt commun", précise le communiqué.

Ont assisté à cette rencontre des officiers généraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, ainsi que les membres de la délégation militaire espagnole.

Signature de 5 projets d'accords dans plusieurs secteurs

Cinq (5) projets d'accords ont été signés hier à Alger entre l'Algérie et l'Espagne en présence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et du Président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy Brey, et de plusieurs ministres des deux pays. Ces projets d'accords concernent les secteurs de l'industrie, des assurances agricoles, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que la protection civile. Les documents ont été signés en marge de la 7^{ème} session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut niveau. En parallèle, un forum d'affaires algéro-espagnol s'est tenu sous la co-présidence du ministre de l'Industrie et des mines, Youcef Youssfi, et de la Secrétaire d'Etat au Commerce d'Espagne, Maria Luisa Poncela.

Ce forum d'affaires a regroupé près de 700 participants algériens et espagnols composés de représentants d'organismes institutionnels, d'établissements financiers et d'opérateurs économiques de divers secteurs (agroalimentaire, aéronautique, banques, métallurgie, machinerie industrielle, matériaux de construction, transport...).

APS

ALGÉRIE - ESPAGNE

Le Président Bouteflika reçoit le président du gouvernement espagnol

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu, hier à Alger, le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy Brey, en visite officielle en Algérie.

L'audience s'est déroulée en présence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Noureddine Bedoui, et du Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire.

Le président du gouverne-

ment espagnol avait co-présidé auparavant avec M. Ouyahia la 7^e session de la réunion bilatérale de Haut niveau algéro-espagnole, sanctionnée par la signature de plusieurs accords de coopération dans les secteurs de l'industrie, des assurances agricoles, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que la protection civile.



M. Mariano Rajoy Brey se recueille à la mémoire des martyrs de la Guerre de libération

Le Président du Gouvernement d'Espagne, Mariano Rajoy Brey s'est recueilli hier au sanctuaire du martyr à Alger, à la mémoire des chouhada de la guerre de Libération nationale. Accompagné du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, M.

Rajoy a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs de la Guerre de libération. Le Président du Gouvernement d'Espagne est arrivé peu avant à Alger, à l'invitation du Premier ministre

Ahmed Ouyahia, pour prendre part à la 7^e session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut niveau. Un forum d'affaires algéro-espagnol se tiendra également en marge de cette réunion intergouvernementale de Haut niveau.

Entretien Ouyahia-Mariano Rajoy Brey



Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia s'est entretenu, hier à Alger, avec le Président du Gouvernement d'Espagne, Mariano Rajoy Brey qui effectue une visite en Algérie.

Le Président du Gouvernement d'Espagne est arrivé peu avant à Alger, à l'invitation de M. Ouyahia, pour prendre part à la 7^e session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut

niveau. Un forum d'affaires algéro-espagnol se tiendra également en marge de cette réunion intergouvernementale de Haut niveau.

L'Algérie est un partenaire "stratégique d'une importance primordiale", avait souligné lundi à Madrid, le gouvernement espagnol à la veille de la tenue à Alger de cette 7^e session de la réunion bilatérale.

Ouyahia souligne "la qualité remarquable" et "le progrès" des relations algéro-espagnoles

Le Premier ministre Ahmed, Ouyahia a exprimé, hier à Alger, sa satisfaction de "la qualité remarquable" des relations algéro-espagnoles, affirmant que la coopération bilatérale "progresses harmonieusement". "Notre satisfaction découle de la qualité remarquable des relations qui existent entre nos deux pays, des relations historiques sans contentieux, qui s'appuient sur le Traité d'amitié de bon voisinage et de coopération, conclu en 2002 par son excellence le président de la république Abdelaziz Bouteflika et sa majesté le roi d'Espagne", a indiqué M. Ouyahia dans une allocution prononcée lors de ses entretiens avec le Président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy Brey, élargis aux membres des délégations des deux pays. Pour lui, la qualité des relations entre les deux pays se reflète d'abord dans "notre dialogue politique bilatéral fécond", ajoutant que la coopération bilatérale progresse "harmonieusement à l'image de la cinquantaine d'accords que nous avons conclus ces dernières années et dans la quasi-totalité des secteurs". Les discussions avec la partie espagnole "nous permettent de partager nos analyses sur des sujets politiques, sécuritaires et diplomatiques qui retiennent particulièrement l'attention de nos deux gouvernements, qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme, le crime transnational et la migration illégale, qu'il s'agisse des conflits et tensions qui per-

sistent au Maghreb, au Moyen-Orient et au Sahel ou qu'il s'agisse de la coopération régionale, notamment dans l'espace méditerranéen", a-t-il assuré. Il a indiqué également que les "nos relations économiques retiennent au plus haut point notre attention", précisant que "c'est la raison pour laquelle, outre nos échanges gouvernementaux sur ce dossier, nous avons tenu ensemble, à organiser aujourd'hui même à Alger un forum d'affaires qui regroupe de nombreux opérateurs de nos deux pays". Pour M. Ouyahia, c'est à "travers tout cela

s'affirme la volonté de nos deux pays d'aller encore plus loin dans leur coopération et dans les échanges multiples à la mesure des potentialités complémentaires et à la mesure de leur rôle central respectif au Maghreb, en Europe et en Méditerranée". "Dans tous ces domaines, l'Algérie vous réaffirme sa disponibilité à aller encore davantage de l'avant avec l'Espagne" a-t-il conclu, exprimant sa "grande satisfaction" de la tenue de la 7^e session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut niveau.

La présence économique espagnole hors hydrocarbures en Algérie "encore modeste"

La présence économique espagnole en Algérie, en dehors du secteur des hydrocarbures, demeure "encore modeste", a affirmé hier à Alger le Premier ministre Ahmed Ouyahia, à l'issue du forum d'affaires algéro-espagnol. "Les relations politiques, la coopération et les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne offrent de grands motifs de satisfaction, ce qui n'est malheureusement pas encore le cas en ce qui concerne les investissements", a fait valoir M. Ouyahia lors de ce forum d'affaires tenu en marge de la 7^{ème} session de la Réunion bilatérale algéro-espagnole de Haut niveau à l'occa-

sion de la visite à Alger du Président du gouvernement espagnol, M. Mariano Rajoy Brey. En effet, hors secteur des hydrocarbures, la présence économique espagnole en Algérie demeure encore modeste avec 47 partenariats seulement conclus en 15 années pour un montant de moins de 2 milliards d'euros, a précisé le Premier ministre. "Certes, nous avons enregistré aussi la venue de plus de 500 entreprises espagnoles depuis l'année 2000, mais elles étaient là pour des contrats de réalisation. D'ailleurs, elles sont reparties une fois que leurs chantiers avaient été achevés", a-t-il observé.